

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 80

14 janvier 2009

SOMMAIRE

ABC Engineering S.à.r.l.	3795	IM Group S.à r.l.	3832
Active Consulting S.à.r.l.	3795	Insinger de Beaufort Finance S.à r.l.	3834
@ LE BUREAU EUROPE S.A., en abrégé @ L.B.	3838	Isogone S.à.r.l.	3795
Athamas S.A.	3840	JCB Prod S.à.r.l.	3830
A.T.S., Accounting and Tax Solutions S.à.r.l.	3795	Koenig Lux S.A.	3830
Babcock & Brown Public Partnerships 2 Sàrl	3800	KSJ Ausbein- und Zerlege S.à r.l.	3830
BBPP North America Sàrl	3794	LSF Star Investments S.à.r.l.	3831
Bethsaid Consulting S.à.r.l.	3795	Mayapan Holding S.A.	3830
BHF-BANK Aktiengesellschaft Niederlas- sung Luxemburg	3799	Merrill Lynch European Holdco S.à r.l. ...	3825
Bodmer S.A.	3826	Nexialus Automation S.à.r.l.	3795
Brack Ser Real Estate (Luxembourg) S.à r.l.	3833	Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à r.l.	3828
Carins S.A.	3795	People Skill S.à.r.l.	3795
Chester Opportunity 2 S.à r.l.	3833	Photona S.A.	3794
Cintinori S.à.r.l.	3825	Pomy S.à r.l.	3832
Cofitex	3839	RODIO SAH	3830
Cofitex	3798	Sasid SA	3826
Cortisa Holding S.A.	3797	Sogebis S.A.	3831
Cuirtex S.A.	3829	Sopica Technology S.A.	3827
D.W.L. Immobilière S.A.	3840	Sport Art Pension S.A.	3800
Espalita S.A.	3794	Squat Photography S.à.r.l.	3795
Espalita S.A.	3797	Tarrant Luxembourg Sàrl	3826
Euroglobe S.A.	3827	Tarrant Luxembourg Sàrl	3829
Eurohan S.A.	3826	Tarrant Luxembourg Sàrl	3800
F. Berleur / Architect S.à.r.l.	3795	Tarrant Luxembourg Sàrl	3830
Gesellschaft für Technologie und Handel Gesellschaft mit beschränkter Haftung	3827	Tarrant Luxembourg Sàrl	3827
Gesellschaft für Technologie und Handel Gesellschaft mit beschränkter Haftung	3829	UID Finance	3794
Global Group Financial Services (Luxem- bourg) S.A.	3798	Vending Holdings S.à r.l.	3801
		Villa Primavera S.A.	3825
		Wallaby Participations S.A.	3834
		Westring S.A.	3797
		WILLI S.A., société de gestion de patrimoi- ne familial	3798
		Yreva S.à.r.l.	3795

Espalita S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 90.779.

Les bilans pour les exercices clos au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/12/08.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009000876/1109/14.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07911. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Photona S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 131.201.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fons MANGEN

Administrateur

Référence de publication: 2009000882/750/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07686. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

BBPP North America Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 125.605.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23-12-2008.

Mark Hatherly.

Référence de publication: 2009000886/9244/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07125. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

UID Finance, Société Anonyme.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.
R.C.S. Luxembourg B 47.134.

Les comptes annuels au 31/12/2006 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A. - S G G

412F, route d'Esch

L-2086 LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2009001623/1005/15.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2008, réf. LSO-CX08505. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Carins S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.
R.C.S. Luxembourg B 37.186.

Le bilan et l'annexe légale au 31 mai 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001347/8516/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05717. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

A.T.S., Accounting and Tax Solutions S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 105.396.

Bethsaïd Consulting S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 102.272.

People Skill S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 128.889.

ABC Engineering S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 113.589.

Isogone S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 121.852.

Yreva S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 138.111.

Active Consulting S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 113.764.

Nexialus Automation S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 101.937.

Squat Photography S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 114.884.

F. Berleur / Architect S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 121.241.

L'an deux mille huit, le quatorze novembre.

Par-devant Maître Georges d'HUART, notaire de résidence à Pétange.

A comparu:

Monsieur Benjamin COPPENS; gérant de sociétés, demeurant à B 6250 Aiseau, 122, rue d'Oignies, agissant au nom et pour compte du ou des gérants des sociétés à responsabilité limitée ci-après qualifiées:

- de la société A.T.S. ACCOUNTING AND TAX SOLUTIONS S.à.r.l., avec siège à L-5405 Bech-Kleinmacher, 60, rte du Vin, (RC B No 105.396), constituée suivant acte notarié du 14 décembre 2004, publié au Mémorial C No 327 du 13 avril 2005, représentée par son gérant, Monsieur Benjamin COPPENS, préqualifié.

- de la société BETHSAID CONSULTING S.à.r.l., avec siège à L-5405 Bech-Kleinmacher, 60, rte du Vin, (RC B No 102.272, constituée suivant acte notarié du 23 juillet 2004, publié au Mémorial C No 1070 du 25 octobre 2004,

représentée par Monsieur Marc PERNEEL, demeurant à B 2900 Schoten, Botermelkdijk 242.

- de la société PEOPLE SKILL S.à.r.l., avec siège à L-5405 Bech-Kleinmacher, 60, rte du Vin, (RC B No 128.889), constituée suivant acte notarié du 16 mai 2007, publié au Mémorial C No 1586 du 28 juillet 2007,

représentée par son gérant, Monsieur Alexandre POTY; demeurant à B 5000 Beez, rue des Résistants, 20.

- de la société ABC ENGINEERING S.à.r.l., avec siège à L-5405 Bech-Kleinmacher, 60, rte du Vin, (RC B No 113.589), constituée suivant acte notarié du 13 janvier 2006, publié au Mémorial C No 748 du 12 avril 2006,

représentée par ses gérants, Monsieur Bernard LACHAPELLE; demeurant à B 7160 Chapelle-lez-Herlaimont, rue Allard Combier 1/a, et Monsieur Nicolas DEVILLE, demeurant à B 9550 Herzele, Provincieweg, 583,

- de la société ISOGONE S.à.r.l., avec siège à L-5405 Bech-Kleinmacher, 24, rte du Vin, (RC B No 121.241), constituée suivant acte notarié du 10 novembre 2006, publié au Mémorial C No 2460 du 30 décembre 2006,

représentée par son gérant, Monsieur Alexandre POTY; préqualifié,

- de la société YREVA S.à.r.l., avec siège à L-5405 Bech-Kleinmacher, 60, rte du Vin, (RC B No 138.100), constituée suivant acte notarié du 16 avril 2008, publié au Mémorial C No 1247 du 22 mai 2008,

représentée par sa gérante, Madame Jennifer MASSAUX; demeurant à B 1020 Bruxelles, rue du Cloître, 11.

- de la société ACTIVE CONSULTING S.à.r.l., avec siège à L-5405 Bech-Kleinmacher, 60, rte du Vin, (RC B No 113.764), constituée suivant acte notarié du 13 janvier 2006, publié au Mémorial C No 794 du 20 avril 2006,

représentée par ses gérants, Monsieur Vito Di BELLA; demeurant B 5640 Saint-Gérard, rue du Bâtiment 36, et Monsieur Louise Philippe PIRARD; demeurant à B 7170 Bellecourt, Les Mourettes, 2.

- de la société NEXIALUS AUTOMATION S.à.r.l., avec siège à L-5405 Bech-Kleinmacher, 60, rte du Vin, (RC B No 101.937), constituée suivant acte notarié du 8 juillet 2004, publié au Mémorial C No 994 du 6 octobre 2004,

représentée par ses gérants, Monsieur Vincent MARIN, demeurant à B 6110 Montigny-le-Tilleul, 45, rue des Flagnolles, et Monsieur Renaud MARIN, demeurant à B 6110 Montigny-le-Tilleul, 45, rue des Flagnolles,

- de la société SQUAT PHOTOGRAPHY S.à.r.l., avec siège à L-5405 Bech-Kleinmacher, 60, rte du Vin, (RC B No 114.884), constituée suivant acte notarié du 1^{er} mars 2006, publié au Mémorial C No 1104 du 7 juin 2006.

représentée par son gérant, Monsieur Gaëtan CAPUTO, demeurant à B 7800 Ath, rue du Carton 28 bte 1

- de la société F. BERLEUR/ARCHITECT S.à.r.l., avec siège à L-5405 Bech-Kleinmacher, 60, rte du Vin, (RC B No 121.241), constituée suivant acte notarié du 27 octobre 2006, publié au Mémorial C No 2367 du 19 décembre 2006,

représentée par son gérant, Monsieur Frédéric BERLEUR, architecte, né à Bruxelles (B), le 9 mai 1973, demeurant à B-1150 Woluwe-Saint-Pierre, rue René Devillers 39.

- en vertu de procurations annexées au présent acte.

Lequel comparant a requis le notaire d'acter le transfert du siège social de toutes les sociétés ci-avant nommées de L-5405 Bech-Kleinmacher, 60, rte du Vin, respectivement 24, rte du Vin à L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.

En conséquence l'article afférent de chaque société aura désormais la teneur suivante:

Le siège social est établi sur le territoire de la Commune de Contern. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des gérants.

Frais

Les frais du présent acte sont estimés à la somme de trois mille euro (€ 3.000.-)

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête.

Et après lecture faite au comparant, celui-ci a signé la présente minute avec le notaire instrumentant.

Signé: COPPENS, D'HUART

Enregistré à Esch/Alzette A.C., le 18 novembre 2008, Relation: EAC/2008/14149. Reçu: douze euros EUR 12.-

Le Receveur ff. (signé): BOICA.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Pétange, le 24 novembre 2008

Georges D'HUART.

Référence de publication: 2009001029/207/97.

(080189579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.
 (080189590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.
 (080189585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.
 (080189599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.
 (080189570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.
 (080189578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.
 (080189584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.
 (080189583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.
 (080189581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.
 (080189580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Espalita S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 90.779.

Les bilans pour les exercices clos au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/12/08.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2009000878/1109/14.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07911. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Cortisa Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 15.000.

Extrait du procès-verbal de la réunion des administrateurs restants du 10 novembre 2008

M. Xavier SOULARD, administrateur de sociétés, né à Châteauroux (France), le 14 août 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été coopté comme administrateur de la société en remplacement de M. Pietro LONGO, administrateur démissionnaire, dont il achèvera le mandat d'administrateur qui viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de 2012.

Cette cooptation fera l'objet d'une ratification par la prochaine assemblée générale des actionnaires.

Luxembourg, le 09/12/2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour CORTISA HOLDING S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009001088/29/20.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05619. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Westring S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 122.784.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
 Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fons MANGEN

Administrateur

Référence de publication: 2009000880/750/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07690. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Global Group Financial Services (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 70.627.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Luxembourg le 1^{er} décembre 2008 à 12:45 heures.

Il résulte dudit procès-verbal que:

1. La démission de Sonia AJEDIGUE, avec l'adresse professionnelle au 47, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant que Administrateur de la Société est acceptée avec effet à partir de la date de la réunion,

2. La nomination de Roel SCHRIJEN, né à Sittard, Pays-Bas, le 30 juin 1973, avec l'adresse professionnelle au 47, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en tant que Administrateur de la société est acceptée à la date de la réunion, celui-ci terminant le mandat de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} décembre 2008.

Amicorp Luxembourg S.A.

Mandataire

Représentée par Mr. Julien FRANCOIS

Administrateur

Référence de publication: 2009001320/1084/23.

Enregistré à Luxembourg, le 8 décembre 2008, réf. LSO-CX03550. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

WILLI S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 131.202.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fons MANGEN

Administrateur

Référence de publication: 2009000883/750/14.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07684. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Cofitex, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 10.475.

Les comptes annuels au 30 septembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fons MANGEN

Administrateur

Référence de publication: 2009000884/750/13.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07679. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

BHF-BANK Aktiengesellschaft Niederlassung Luxemburg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 107.151.

—
AUSZUG

Es wird hiermit angezeigt, dass der Sitz der Zweigniederlassung der Gesellschaft mit Wirkung zum 8. Oktober 2007 von L-1150 Luxembourg, 283, route d'Arlon nach L- 2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf verlegt wurde.

Darüber hinaus wird hiermit angezeigt, dass die Herren Dr. Hartmut Rothacker, mit Wirkung zum 5. September 2007, und Frank Rybka, mit Wirkung zum 30. Juni 2008, als Handlungsbevollmächtigte der Zweigniederlassung ausgeschieden sind.

Aus einem Protokoll der Vorstandssitzung der Gesellschaft vom 3. Juni 2008 geht hervor, dass folgende Personen als Handlungsbevollmächtigte A, bzw. Handlungsbevollmächtigte B der Zweigniederlassung ernannt wurden, dies mit sofortiger Wirkung:

Handlungsbevollmächtigte A:

- Herr Thomas Kruse, geboren am 2. November 1968 in Herford, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Herr Thilo Schiering, geboren am 20. Mai 1963 in Hannover, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Herr Roland Steies, geboren am 12. Juli 1954 in Luxemburg, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Herr Klaus Bodenröder, geboren am 27. Oktober 1946 in Frankfurt am Main, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Herr Dr. Wolfgang Geiselhart, geboren am 26. Juni 1962 in Uttenweiler, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Herr Udo Grünen, geboren am 11. Oktober 1969 in Trier, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Herr Werner Küpper, geboren am 26. September 1944 in Ratingen, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Herr Claude Peffer, geboren am 16. Juni 1954 in Esch/Alzette, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Herr Holger Rech, geboren am 13. Oktober 1965 in Trier, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Herr Joachim Remde, geboren am 22. März 1967 in Trier, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Herr Dr. Thomas Schork, geboren am 21. September 1965 in Luxemburg, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Frau Gabriele Stern, geboren am 8. Januar 1968 in Trier, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf; und

- Herr Georges Wathgen, geboren am 14. August 1956 in Dudelange, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

Handlungsbevollmächtigte B:

- Frau Anna-Maria Granieri, geboren am 21. Dezember 1970 in Luxemburg, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Frau Danielle Ivesic-Betoldo, geboren am 24. Juni 1964 in Esch/Alzette, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Herr Marcel Mannes, geboren am 21. November 1963 in Esch/Alzette, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Frau Danielle Moritz, geboren am 22. Dezember 1951 in Luxemburg, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf;

- Frau Gabriele Ochner, geboren am 8. August 1964 in Landau, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxemburg, 534, rue de Neudorf; und

- Herr Claude Wollner, geboren am 30. September 1965 in Luxemburg, mit beruflicher Anschrift in L-2220 Luxemburg, 534, rue de Neudorf.

Die Zweigniederlassung wird jeweils durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Handlungsbevollmächtigten der Kategorie A, oder durch die gemeinsame Unterschrift von einem Handlungsbevollmächtigten der Kategorie A und einem Handlungsbevollmächtigten der Kategorie B rechtskräftig vertreten.

Es wird außerdem angezeigt, dass die Herren Louis Graf von Zech, mit Wirkung zum 31. Dezember 2007, und Roland Scharff, mit Wirkung zum 31. Dezember 2006, als Vorstandsmitglieder der Gesellschaft ausgeschieden sind.

Aus einem Protokoll der Aufsichtsratssitzung der Gesellschaft vom 12. Juli 2007 geht hervor, dass Herr Björn H. Robens, geboren am 2. August 1970 in Böblingen, mit beruflicher Anschrift in 60323 Frankfurt am Main, Bockenheimer Landstrasse 10, mit Wirkung zum 1. Januar 2008 als Vorstandsmitglied der Gesellschaft bestellt wurde.

Aus einem Protokoll der Aufsichtsratssitzung der Gesellschaft vom 24. Oktober 2007 geht hervor, dass Herr Loukas Rizos, geboren am 21. Februar 1956 in Athen, mit beruflicher Anschrift in 60323 Frankfurt am Main, Bockenheimer Landstrasse 10, mit Wirkung zum 1. Juli 2008 als Vorstandsmitglied der Gesellschaft bestellt wurde.

Für gleichlautenden Auszug

Für Veröffentlichung

Unterschrift

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2009001243/5499/73.

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2008, réf. LSO-CX09077. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Babcock & Brown Public Partnerships 2 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 119.803.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23-12-2008.

Mark Hatherly.

Référence de publication: 2009000888/9244/12.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX07128. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Tarrant Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.491.400,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 84.072.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 11 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001355/556/14.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07900. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Sport Art Pension S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 102.704.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001346/8516/13.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2008, réf. LSO-CV05653. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Vending Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 142.183.

In the year two thousand and eight, on the thirteenth of November.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Vending Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under number B 142.183 and having a share capital of EUR 12,500 (the Company). The Company was incorporated on 26 September 2008 pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2592 of 23 October 2008. The articles of association of the Company (the Articles) have not been amended since incorporation.

THERE APPEARED:

1. Colonnade Holdco n°11 S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) and having a share capital of EUR 12,500,

Hereby represented by Annick Braquet, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated November 10, 2009, given under private seal,

2. Vending Investments S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under number B0142068 and having a share capital of EUR 12,500,

Hereby represented by Annick Braquet, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated November 10, 2009, given under private seal,

The appearing parties referred to under items 1. and 2. above are the current shareholders of the Company and are hereafter referred to as the Shareholders.

The proxies from the Shareholders, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Shareholders have requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Shareholders hold all the shares in the share capital of the Company.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices.

2. Creation of ten classes of ordinary shares and ten classes of preferences shares in the share capital of the Company, namely: class A ordinary shares, class B ordinary shares, class C ordinary shares, class D ordinary shares, class E ordinary shares, class F ordinary shares, class G ordinary shares, class H ordinary shares, class I ordinary shares, class J ordinary shares, class A preference shares, class B preference shares, class C preference shares, class D preference shares, class E preference shares, class F preference shares, class G preference shares, class H preference shares, class I preference shares and class J preference shares, all these share having a par value of EUR 1 each;

3. Conversion of the existing 12,500 shares in the issued share capital of the Company, having a par value of EUR 1 each, into 12,500 class A ordinary shares of the Company, having each a par value of EUR 1 each;

4. Amendment to article 3 (Corporate object) of the Articles so that it reads as follows:

"3.1 The purpose of the Company is the acquisition of participations, in LUXCO 2, BIDCO and N&W Global Vending S.p.A. or any other Entity directly or indirectly Controlling these companies or in other Entities whose business is related or instrumental to the N&W Business, in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other

participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private Entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its Affiliates. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any Affiliate, and, generally, for its own benefit and that of any of its Affiliates. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object."

5. Amendment to articles 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 and 17 of the Articles and subsequent restatement and renumbering of the Articles in their entirety and, to the extent necessary, insertion or change of headings in the Articles;

6. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed on behalf of the Company with the registration of the classification of the shares in the register of shareholders of the Company; and

7. Miscellaneous.

III. That the Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to create ten classes of ordinary shares and ten classes of preferences shares in the share capital of the Company, namely: class A ordinary shares, class B ordinary shares, class C ordinary shares, class D ordinary shares, class E ordinary shares, class F ordinary shares, class G ordinary shares, class H ordinary shares, class I ordinary shares, class J ordinary shares, class A preference shares, class B preference shares, class C preference shares, class D preference shares, class E preference shares, class F preference shares, class G preference shares, class H preference shares, class I preference shares and class J preference shares, all these shares having a par value of EUR 1 each.

Third resolution

The Meeting resolves to convert the existing 12,500 shares in the issued share capital of the Company, having a par value of EUR 1 each, into 12,500 class A ordinary shares of the Company, having each a par value of EUR 1 each.

Fourth resolution

The Meeting resolves to amend article 3 (Corporate object) of the Articles which shall read henceforth as stated in the Fifth Resolution below.

Fifth resolution

The Meeting also resolves to amend articles 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 and 17 of the Articles, to subsequently to restate and renumber the Articles in their entirety and, to the extent necessary, insert or change the headings in the Articles, which shall henceforth read (including article 3 of the Articles consequently to the Fourth Resolutions above) as follows:

"I.- Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Vending Holdings S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and the Articles.

Art. 2. Registered office

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the Board. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object

3.1 The purpose of the Company is the acquisition of participations, in LUXCO 2, BIDCO and N&W Global Vending S.p.A. or any other Entity directly or indirectly Controlling these companies or in other Entities whose business is related or instrumental to the N&W Business, in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private Entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its Affiliates. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any Affiliate, and, generally, for its own benefit and that of any of its Affiliates. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object.

Art 4. Duration

4.1 The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II.- Capital - Shares

5.1. The Company's corporate capital is fixed at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares divided into 12,500 (twelve thousand five hundred) Class A Ordinary Shares, having a par value of EUR 1 (one Euro) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. Class B Ordinary Shares, Class C Ordinary Shares, Class D Ordinary Shares, Class E Ordinary Shares, Class F Ordinary Shares, Class G Ordinary Shares, Class H Ordinary Shares, Class I Ordinary Shares, Class J Ordinary Shares, Class A Preference Shares, Class B Preference Shares, Class C Preference Shares, Class D Preference Shares, Class E Preference Shares, Class F Preference Shares, Class G Preference Shares, Class H Preference Shares, Class I Preference Shares, Class J Preference Shares, having a par value of EUR 1 (one Euro) each, may be issued by the General Meeting and upon their issuance they shall bear the rights and obligations ascribed to them in the Articles.

5.3. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

5.4. For the purpose of the Articles:

(i) the ordinary shares of class A in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class A Ordinary Shares",

(ii) the ordinary shares of class B in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class B Ordinary Shares",

(iii) the ordinary shares of class C in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class C Ordinary Shares",

(iv) the ordinary shares of class D in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class D Ordinary Shares",

(v) the ordinary shares of class E in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class E Ordinary Shares",

(vi) the ordinary shares of class F in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class F Ordinary Shares",

(vii) the ordinary shares of class G in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class G Ordinary Shares",

(viii) the ordinary shares of class H in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class H Ordinary Shares",

(ix) the ordinary shares of class I in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class I Ordinary Shares",

(x) the ordinary shares of class J in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class J Ordinary Shares",

(xi) the preference shares of class A in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class A Preference Shares",

(xii) the preference shares of class B in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class B Preference Shares",

(xiii) the preference shares of class C in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class C Preference Shares",

(xiv) the preference shares of class D in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class D Preference Shares",

(xv) the preference shares of class E in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class E Preference Shares".

(xvi) the preference shares of class F in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class F Preference Shares",

(xvii) the preference shares of class G in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class G Preference Shares",

(xviii) the preference shares of class H in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class H Preference Shares",

(xix) the preference shares of class I in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class I Preference Shares", and

(xx) the preference shares of class J in the share capital of the Company, in issue from time to time, are referred to as the "Class J Preference Shares".

Art. 6. Shares and Transfer restrictions

6.1. The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per Share.

6.2. Shares are freely transferable among Shareholders.

Where the Company has a sole Shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one Shareholder, the transfer of Shares (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the share capital.

The transfer of Shares by reason of death to third parties must be approved by the Shareholders representing three-quarters (3/4) of the rights owned by the survivors.

A Share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of Shareholders is kept at the registered office and may be examined by each Shareholder upon request.

Art. 7. Redemption of Shares

7.1. The Company may redeem certain Shares at the option of the Company thereof, provided that sufficient distributable reserves are available to pay the redemption price in accordance with the Law, such distributable reserves to be evidenced in interim accounts of the Company as of the redemption date, to be prepared by the Board.

Redemption (including the redemption price) shall be decided in accordance with the Law and by the General Meeting, in accordance with article 11.2.

No redemption and cancellation of Shares can take place following a Direct or Indirect Exit (as defined in article 18.2.1) unless the holders of the redeemed and cancelled class(es) of Preference Shares included in the Paired Shares receive from the Company an amount equal to the Preferential Rights (calculated as per article 18.1 and followings) attached to their Preference Shares included in Paired Shares held by them and cancelled.

7.2. The share capital of the Company may be reduced through redemption and cancellation of Shares. In case of the redemption and cancellation of the entirety of a given class of Ordinary Shares, the corresponding alphabetical class of Preference Shares shall be entirely redeemed and cancelled simultaneously (i.e. Class A Preference Shares for Class A Ordinary Shares, Class B Preference Shares for Class B Ordinary Shares, Class C Preference Shares for Class C Ordinary Shares, Class D Preference Shares for Class D Ordinary Shares, Class E Preference Shares for Class E Ordinary Shares, Class F Preference Shares for Class F Ordinary Shares, Class G Preference Shares for Class G Ordinary Shares, Class H Preference Shares for Class H Ordinary Shares, Class I Preference Shares for Class I Ordinary Shares, Class J Preference Shares for Class J Ordinary Shares, each of such paired classes of Shares individually being referred to as a Paired Class of Shares, and all of the Shares in issue in a given Paired Class of Shares being referred to as the Paired Shares, each a Paired Share).

For the purposes of this article 7.3, the following capitalized terms shall have the meanings set out next to them:

- Available Amount means the total amount of realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles, determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be);
- Available Cash means all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the Board will be paid to the Company in the short term LESS any indebtedness or other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be);
- Available Cash per Share means in respect of a Paired Class of Shares, the Available Cash divided by the number of Paired Shares in issue in the Paired Class of Shares to be repurchased and cancelled;
- Cancellation Value Per Share means (i) the par value per Paired Share to be cancelled plus (ii) the Available Amount divided by the number of Paired Shares in issue in the Paired Class of Shares to be repurchased and cancelled;
- Class A Interim 2008 Accounts means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the paired Class A Ordinary Shares and Class A Preference Shares;
- Class B Interim 2009 Accounts means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the paired Class B Ordinary Shares and Class B Preference Shares;
- Class C Interim 2010 Accounts means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the paired Class C Ordinary Shares and Class C Preference Shares;
- Class D Interim 2011 Accounts means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the paired Class D Ordinary Shares and Class D Preference Shares;
- Class E Interim 2012 Accounts means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the paired Class E Ordinary Shares and Class E Preference Shares;
- Class F Interim 2013 Accounts means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the paired Class F Ordinary Shares and Class F Preference Shares;
- Class G Interim 2014 Accounts means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the paired Class G Ordinary Shares and Class G Preference Shares;
- Class H Interim 2015 Accounts means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the paired Class H Ordinary Shares and Class H Preference Shares;
- Class I Interim 2016 Accounts means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the paired Class I Ordinary Shares and Class I Preference Shares;
- Class J Interim 2017 Accounts means the Interim Accounts for the repurchase and cancellation of the paired Class J Ordinary Shares and Class J Preference Shares;
- Class Period means each of the Class A Period, the Class B Period, the Class C Period, the Class D Period, the Class E Period, the Class F Period, the Class G Period, the Class H Period, the Class I Period and the Class J Period (as defined below);
- Interim Accounts means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date;
- Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Paired Class of Shares, provided that such date may not be later than the last day of the third month following the first year end after the start date of the relevant period.

7.3. In the event of a reduction of share capital through the repurchase and cancellation of one or more Paired Class of Shares, the holders of the repurchased and cancelled class(es) of Paired Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Paired Share of the relevant class(es) held by them and cancelled.

7.4. Each Paired Class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in the Paired Class of Shares, in case of redemption of such class, to the Available Amount for the relevant Class Period to which the class relates pursuant to the Articles.

7.4.1. The period for Class A Ordinary Shares and Class A Preference Shares is the period starting on the day of incorporation of the Company, being September 26, 2008 and ending on the Interim Account Date for the Class A 2008 Interim Accounts (the Class A Period);

7.4.2. The period for Class B Ordinary Shares and Class B Preference Shares is the period starting on the day after the Class A Period and ending on the Interim Account Date for the Class B 2009 Interim Accounts (the Class B Period);

7.4.3. The period for Class C Ordinary Shares and Class C Preference Shares is the period starting on the day after the Class B Period and ending on the Interim Account Date for the Class C 2010 Interim Accounts (the Class C Period);

7.4.4. The period for Class D Ordinary Shares and Class D Preference Shares is the period starting on the day after the Class C Period and ending on the Interim Account Date for the Class D 2011 Interim Accounts (the Class D Period);

7.4.5. The period for Class E Ordinary Shares and Class E Preference Shares is the period starting on the day after the Class D Period and ending on the Interim Account Date for the Class E 2012 Interim Accounts (the Class E Period);

7.4.6. The period for Class F Ordinary Shares and Class F Preference Shares is the period starting on the day after the Class E Period and ending on the Interim Account Date for the Class F 2013 Interim Accounts (the Class F Period);

7.4.7. The period for Class G Ordinary Shares and Class G Preference Shares is the period starting on the day after the Class F Period and ending on the Interim Account Date for the Class G 2014 Interim Accounts (the Class G Period);

7.4.8. The period for Class H Ordinary Shares and Class H Preference Shares is the period starting on the day after the Class G Period and ending on the Interim Account Date for the Class H 2015 Interim Accounts (the Class H Period);

7.4.9. The period for Class I Ordinary Shares and Class I Preference Shares is the period starting on the day after the Class H Period and ending on the Interim Account Date for the Class I 2016 Interim Accounts (the Class I Period);

7.4.10. The period for Class J Ordinary Shares and Class J Preference Shares is the period starting on the day after the Class I Period and ending on the Interim Account Date for the Class J 2017 Interim Accounts (the Class J Period);

7.4.11. For the avoidance of doubt, if there has been no Interim Account Date for a certain class, the Class Period of such class will end on the last day of the third month following the first year end after the start date of the relevant Class Period.

7.5. In the event a Paired Class of Shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the holders of the Paired Class of Shares shall become entitled, in case of a redemption and cancellation of the relevant Paired Class of Shares, to the Available Amount for a new period (the New Period) which shall start on the date after the last Class Period (or as the case may be, the immediately preceding New Period of another class) and end on the Interim Account Date of the Interim Accounts prepared for the repurchase and cancellation of such Paired Class of Shares, provided that if there is no Interim Account Date for such class, the Class Period of such class will end on the last day of the third month following the first year end after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the date after the Class J Period and the Paired Class of Shares not repurchased and not cancelled in their Period as per article 7.4.1 to 7.4.11 shall come in the order of paired Class A to Class J (to the extent not previously repurchased and cancelled).

7.6. In the case of a redemption of a Paired Class of Shares, the holders of such Paired Class of Shares shall receive the Cancellation Value Per Share provided that where the Cancellation Value Per Share so determined exceeds the Available Cash Per Share, the Cancellation Value Per Share shall be equal to the Available Cash per Share.

III.- Management - Representation

Art. 8. Composition of the Board - Appointment and removal of managers

8.1. The Company is managed by the Board, composed of two Class A managers and two Class B managers. The managers are appointed by a resolution of the Shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be Shareholders.

8.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the Shareholders.

8.3 Each Sponsor may designate for appointment by the General Meeting one Class A manager and may similarly suggest the removal from office by the General Meeting of their respective designated Class A manager.

Art. 9. Board of managers

9.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the Shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

9.2. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least forty-eight (48) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting, in which case the written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that the two Class A managers (in each case, whether in person or by proxy) vote in favour of the resolutions. The chairman shall not be entitled to a second or casting vote.

(vi) The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, if no chairman has been appointed, by all the managers present or represented.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

9.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of one Class A manager and one Class B manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers

10.1. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV.- Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the Shareholders are adopted at a General Meeting or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the Shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders Circular Resolutions signed by all the Shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The Shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or Shareholders representing more than thirty percent of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all Shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting, in which case the written notice of any General Meeting is given to all Shareholders at least twenty-four (24) hours in advance of the date of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) Notwithstanding paragraph (ii) above, if all the Shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A Shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a Shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by Shareholders owning more than seventy percent of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Shareholders Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of Shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a Shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the Shareholders.

Art. 12. Sole Shareholder

12.1 Where the number of Shareholders is reduced to one (1), the sole Shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the Shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole Shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole Shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V.- Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

13.3. Each Shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises

14.1 The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises, when so required by law.

14.2 The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises may be re-appointed.

Art. 15. Allocation of profits

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. Subject to Section VIII (Exit) of the Articles and subject to the allocation of net profits to the reserve required by the Law in the manner prescribed in article 15.1 above, the General Meeting may distribute dividends to the Shareholders on an equal per share basis.

15.3. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.4. Interim dividends may be distributed by the General Meeting, at any time, in compliance with the provisions of article 15.2 under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Shareholders must refund the excess to the Company.

VI.- Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted by one-half (1/2) of the shareholders holding three-quarters (3/4) of the share capital. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be Shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. Subject to Section VIII (Exit) of the Articles, in the event of a liquidation, dissolution or winding up of the Company, the assets of the Company available for distribution among the shareholders shall be applied to the Shareholders on an equal per share basis.

VII.- General provisions

17.1 Notices and communications are made or waived and the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2 Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3 Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4 All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any SHA and any Sponsors SHA.

VIII.- Preferential rights

18.1 On completion of a Direct or Indirect Exit, to the extent there are proceeds deriving from such Direct or Indirect Exit at the level of the Company, which are available for distribution in accordance with the Law and the Articles, such proceeds shall be allocated: (i) firstly to the holders of Preference Shares, such preferential allocation to be calculated in accordance and in the manner described in article 18.2 on an equal per share basis (the Preferential Rights); and (ii) the surplus, to all the Shareholders on an equal per share basis.

18.2 The said preferential allocation is to be determined in accordance with the following criteria:

18.2.1 For the purposes of the article 18.2:

- EPS means the total number of Preference Shares issued and outstanding as of the completion date of a Direct or Indirect Exit;

- Cash on Cash Multiple means the number resulting by dividing the aggregate of any cash inflow received by the Sponsors by the aggregate amount of any cash outflow funded by the Sponsors; it being understood that: (a) both the inflow and outflow funds of the Sponsors shall be those to be considered for the purposes of calculating the IRR; and (b) any fees due to the Sponsors either within the context of the Transaction or at any time thereafter and until a Direct or Indirect Exit (regardless of the fact that such fees will be actually paid or payable by Company, LUXCO 2, BIDCO and/or N&W Global Vending S.p.A.), shall be considered as included within the inflow funds received by the Sponsors;

- Direct Exit means: (i) the Transfer by the Company of a number of Shareholdings representing more than 30% of the capital of LUXCO 2, as a result of the listing of same LUXCO 2 on a regulated stock exchange; or (ii) a Corporate Transaction carried out pursuant to letter (B) of the relevant definition, as a result of which the Company ceases to own - in transparency - at least 50% (fifty percent) plus one Shareholding in the capital stock of N&W Global Vending S.p.A.;

- Entry Value means the value of the total equity investment in the Transaction plus any subsequent equity investment prior to a Direct/Indirect Exit and other cash outflow funded to the Company by the Sponsors [or any other Shareholders] prior to an Exit (it being understood that the outflow funds shall be those to be considered for the purposes of calculating the IRR);

- Exit Value means the proceeds received for 100% of the equity of the N&W Group at completion of a Direct/Indirect Exit, net of any transaction costs in connection with such Direct/Indirect Exit, including for the avoidance of doubt financing breakage costs, financing prepayment penalties, IPO costs, fees for advising services rendered to the parties at arms' length terms, it remaining understood that any fees due to the Sponsors, or any connected Entity of the latter shall not be considered as costs for the purpose hereof;

- Indirect Exit means: (i) the Transfer by LUXCO 2 of a number of Shareholdings representing more than 30% of the capital of BIDCO or, as far as BIDCO is concerned, the Transfer of a number of Shareholdings representing more than 30% of the capital stock of N&W Global Vending S.p.A., as a result of the listing of BIDCO or N&W Global Vending S.p.A. (as the case may be) on a regulated stock exchange; or (ii) the Transfer, also through a Corporate Transaction, by LUXCO 2 of the Shareholdings in BIDCO or, as far as BIDCO is concerned, the Transfer, also through a Corporate Transaction, of its Shareholdings in N&W Global Vending S.p.A., as a result of which Transfer the Company, directly or through any of their respective Affiliates, cease to own - in transparency - at least 50% (fifty percent) plus one Shareholdings in the capital stock of N&W Global Vending S.p.A.; or (iii) a Corporate Transaction carried out by N&W Global Vending S.p.A. pursuant to letter (B) of the relevant definition, as a result of which either (x) the value of the dismissed assets comprised in the N&W Business is equal to, or higher than, 50% (fifty percent) of the higher total net assets value of the N&W Group as resulting from the latest approved consolidated annual financial statements of N&W Global Vending S.p.A. and the 2007 Consolidated Financial Statements, and/or (y) the turnover specifically generated by the dismissed assets comprised in the N&W Business is equal to, or higher than, 50% (fifty percent) of the higher total turnover generated by the N&W Group as resulting from the latest approved consolidated annual financial statements of N&W Global Vending S.p.A. and the 2007 Consolidated Financial Statements;

- IRR means the Internal Rate of Return of the investment, achieved by the Sponsors in the Transaction calculated on the basis of the Sponsors flow of funds from (and including) the first investment carried out for purposes of the acquisition by the Company, through BIDCO, of N&W Global Vending S.p.A., and up to (and including) a Direct/Indirect Exit. Therefore, the Sponsors flow of funds shall include, without limitation: (i) payment of share capital (including the relevant share-premium, if any) in the Company, LUXCO 2, BIDCO, N&W Global Vending S.p.A. or any of its Subsidiaries; (ii) payments in connection with other securities (including, without any limitation, preferred equity certificates and convertible preferred equity certificates) issued by in the Company, LUXCO 2, BIDCO, N&W Global Vending S.p.A. or any of its Subsidiaries; (iii) payments for any future increase of capital and/or capital account at level of the Company, LUXCO 2, BIDCO, N&W Global Vending S.p.A. or any of its Subsidiaries; (iv) covering of losses at level of any of said Entities; (v) underwriting of convertible bonds, shareholders' loan (whether interest-bearing or not) granted to any of said Entities; (vi) fees paid under any consulting agreement to any of the Sponsors by the Company, LUXCO 2, BIDCO, N&W Global Vending S.p.A. or any of its Subsidiaries; (vii) any dividends (directly or indirectly) paid to the Sponsors by the Company, LUXCO 2, BIDCO, N&W Global Vending S.p.A. or any of its Subsidiaries; (viii) any distribution of reserves or capital (including as a result of a capital reduction) directly or indirectly paid to the Sponsors; and (ix) any sum paid to the Sponsors as a result of a Direct/Indirect Exit, assuming that (irrespective of the portion of the issued share capital of the Company, LUXCO 2, BIDCO or N&W Global Vending S.p.A. actually Transferred pursuant to the Direct/Indirect

Exit) the entire issued share capital of the Company, LUXCO 2, BIDCO or N&W Global Vending S.p.A. is Transferred upon the Direct/Indirect Exit at the same economic terms - on a pro rata basis - of the portion of the issued share capital of the Company, LUXCO 2, BIDCO or N&W Global Vending S.p.A. with respect to which the Direct/Indirect Exit has actually occurred; it being however understood such sum will be net of: (x) any fee, cost and/or expenses charged on the Company, LUXCO 2, BIDCO or N&W Global Vending S.p.A.; and (y) any proceeds given to the Initial Managers in connection with the Preferential Rights attached to the Preference Shares;

- Transaction means the acquisition of 100% of the share capital of N&W Global Vending S.p.A.

The flows of funds (Fk) shall be mutually deemed, with regard to the Sponsors, positive in case of inflow and negative in case of outflow.

IRR of Sponsors shall be their annual internal return rate which sets off against the net actual value of the Sponsors' flows of funds on the basis of the following formula:

$$\text{Sigma}_{k=0}^k [Fk/(1+IRR)^{(k/365)}] = 0$$

- Minimum Exit Value means the threshold amount of the Exit Value which is such to achieve (x) a Cash on Cash Multiple not lower than 2x and (y) a IRR threshold of not less than 15%, both of them after having paid the Preferential Rights to the Preference Shares.

18.2.2 The Preferential Rights shall be awarded to each of the Preference Shares subject to the condition that the Exit Value is higher than the Minimum Exit Value;

18.2.3 In the event that the Exit Value is higher than the Minimum Exit Value, the Preferential Rights awarded to each of the Preference Shares shall be equal to the lower of:

$$[R \times (\text{Exit Value} - \text{Entry Value}) - P] / \text{EPS}$$

and

$$\text{Exit Value} - \text{Minimum Exit Value}$$

where:

- R means the lower of: (x) 15%; and (y) the difference between the actual IRR and 15%; and

- P means the Preferential Rights Value pertaining to a Good Leaver in case a Put Option of a Good Leaver or a Call Option vis-à-vis a Good Leaver has been exercised in accordance with the SHA (as such terms are defined therein);

For the avoidance of any doubt, it is acknowledged that the Preferential Rights shall not assume a negative value.

XIX.- General definition section

Affiliate(s) means (i) any Entity that, directly or indirectly, through one or more intermediaries, Controls, is Controlled by, or is under common Control with, the specified Entity;

Articles means the articles of association of the Company, as amended from time to time;

Bad Leaver means an Initial Manager who ceases to be a director and/or employee of the N&W Group by virtue of: (a) summary dismissal or termination for just cause by the Member of the N&W Group to which such Initial Manager has been serving as director and/or employee; or (b), in the event the law applicable to said Member of the N&W Group does not contemplate summary termination for just cause of the directorship/employment relationship, dismissal or termination for gross misconduct, fraud or dishonesty, or conviction of such Initial Manager because of a criminal offence for which a custodial sentence has been imposed;

BIDCO means the following Entity indirectly controlled by the Company: BIDCO S.p.A. (formerly BIDCO Società a responsabilità limitata), a stock company (società per azioni) duly organized and validly existing under the laws of Italy, having its registered office in Milan, at Via Agnello no. 12, registered with the ordinary section of the businesses registry (registro delle imprese) of Milan under no. 06310920969;

Board means the board of managers of the Company; appointed from time to time in accordance with article 9;

Business Day(s) means any calendar day (other than a Saturday or a Sunday or a national holiday) on which banks and other credit institutions are open for business in London, Luxembourg and Milan;

Control means a situation where, according to applicable laws, an Entity (the Controlling Entity): (i) owns, whether directly or indirectly, the majority of the voting Shares of another person (the Controlled Entity), or (ii) has, directly or indirectly, the power to direct - or cause the direction of - the management policies of such Controlled Entity, through the ownership of voting securities, by contract, as trustee, nominee or executor, or through any further means which entitle the Controlling Entity to exercise a dominant influence on the Controlled Entity;

Corporate Transaction means, in respect of any Entity: (A) a merger, amalgamation, consolidation, reclassification, stock split, de-merger, capitalization or recapitalization, spin-off, acquisition, combination of Shareholdings, creation of additional classes of Shareholdings, or other similar corporate transaction/event affecting such Entity and/or its capital, having the effect of, or otherwise resulting in: (i) the change or exchange of the then outstanding Shareholdings of such Entity respectively into or for a different number, kind or class of Shareholdings of such Entity or any other Entity, and/or (ii) an increase or decrease in the amount of Shareholdings owned by the shareholders of such Entity as of the completion date of such Corporate Transaction; or (B) the dismissal of all (or substantially all) the business or assets

owned by such Entity, including through the sale, lease or usufructus of going concerns, or the contribution of such business/assets into third Entities;

Encumbrance means any lien, mortgage, pledge, usufruct, encumbrance, charge, obligation, privilege, claim, option, burden, defect of title or restriction of any kind, including, without limitation, any restriction on the voting, transfer or income distribution of securities or any other right of third Entities which may limit the free, full and unconditional ownership title or any other in rem right;

Entity means any corporation, investment fund, partnership, trust, limited liability company, joint venture, joint stock, association, partnership or any other entity or organization (whether or not having separate legal personality);

General Meeting means the general meeting of shareholder(s) of the Company;

Good Leaver means an Initial Manager who ceases to be a director and/or employee of the N&W Group by virtue of:

(a) dismissal or termination by the relevant Member of the N&W Group for ill-health by virtue of which such Initial Manager is unable to render his/her services on a substantial continuing basis for at least 180 (one hundred eighty) days; or

(b) dismissal or termination by the relevant Member N&W Group for any reason other than those contemplated with respect to a Bad Leaver; or

(c) voluntary resignation due to: (i) retirement at his/her contractual or statutory retirement age; (ii) permanent disability of more than 50% (fifty percent); or (iii) just cause under the law governing the relationship between such Initial Manager and the Member of the N&W Group to which he/she has been serving as Director and/or employee, except for "just cause" cases contemplated by any individual employment agreement applicable to such Initial Manager which are in addition to those provided for by Law or any applicable collective bargaining agreements; or

(d) N&W Global Vending S.p.A. ceasing to Control the Subsidiary to which such Initial Manager has been serving as director and/or employee, unless he/she is re-allocated to another Subsidiary; or

(e) a dismissal of the business of the Subsidiary to which such Initial Manager has been serving as director and/or employee, unless he/she is re-allocated to N&W Global Vending S.p.A. or another Subsidiary carrying out an equivalent or substantially similar business;

Initial Managers means the direct holders of the Management Shares or any fiduciary Entity acting upon instructions and to the benefit of any Person with respect to the Management Shares and, any Person to whom the Management Shares have been validly transferred (provided that the direct holder or the beneficiary, through the fiduciary Entity, of the Management Shares are directors or employee of the N&W Group including a Good Leaver, Bad Leaver or Voluntary Leaver);

LUXCO 2 means the following Entity Controlled by the Company: N&W Holdings S.à r.l. (formerly, P Log Lux 1 S.à r.l.), a limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), at 58, rue Charles Martel, registered with the registry of commerce and companies (register de commerce et des sociétés) of the Grand Duchy of Luxembourg under no. B141097;

Management Shares means any and all Ordinary and Preference Shares owned at any time by the Initial Managers in the share capital of the Company;

N&W Business means the design, development, manufacture and distribution of food and beverage machines;

N&W Group means collectively, the Company and the Subsidiaries; and Member of the N&W Group means, indistinctly, either the Company or any of the Subsidiaries;

Ordinary Shares means, from time to time, all issued and outstanding ordinary shares (of whatever class) in the share capital of the Company, having a par value of EUR 1 (one Euro) each (or any of them if the context so requires);

Preference Shares means, from time to time, all issued and outstanding preference shares (of whatever class) in the share capital of the Company, having a par value of EUR 1 (one Euro) each;

SHA means the investment and shareholders' agreement relating to the Company that may be entered into by and between the Sponsors and the Initial Managers, as amended from time to time;

Shareholdings means, in respect of a specified Entity, all of the classes/categories of shareholdings at any time issued by such Entity (including the Preference Shares owned by the Initial Managers in the Company, if any), representing, in the aggregate, the whole corporate capital of such Entity, and the financial instruments or other equity interests of any type or class/category issued, or to be issued by such Entity at any time, as well as any right of option, conversion, exchange, pre-emption, subscription or redemption, obligation, agreement, contract or commitment of any kind to subscribe for or otherwise acquire shareholdings of any class/category in the corporate capital, financial instruments or other equity or hybrid interests in such specified Entity;

Shares means, from time to time, collectively, the Ordinary Shares and the Preference Shares (or any of them if the context so requires);

Shareholder(s) means the holder(s) of the Shares in the Company from time to time collectively, and any Entity to whom Shares have been validly transferred or issued from time to time (excluding the Company), and Shareholder means any of them;

Sponsors means Colonnade Holdco No. 11 S.à r.l. and Vending Investments S.à r.l. who are Shareholders and any Entity to whom their Shares have been validly Transferred;

Sponsors SHA means any shareholders agreement relating to the Company that may be entered into by and between the Sponsors as amended from time to time;

Subsidiaries means, with respect to N&W Global Vending S.p.A., any Entity that, directly or indirectly, through one or more intermediaries, is Controlled, from time to time, by N&W Global Vending S.p.A.;

Transfer means any sale, contribution, assignment, creation of Encumbrance or other form of total or partial disposal (including through a Corporate Transaction), a titolo universale o particolare, in any condition and for whatever title, in exchange for a consideration, whether monetary or non monetary, singularly or in pool with other assets, as well as any gratuitous transfer and/or donation, of Shareholdings in an Entity (including the Shares in the Company) or of a business or branch of business of an Entity; and Transferring, Transferred and to Transfer are construed accordingly;

Voluntary Leaver means an Initial Manager (other than a Bad Leaver) who ceases to be an employee (or director) of the N&W Group by virtue of a voluntary resignation not due to: (a) retirement at his/her contractual or statutory retirement age; (b) ill-health by virtue of which the concerned Initial Manager is unable to render his/her services on a substantial continuing basis for at least 180 days; (c) permanent disability of more than 50%; or (d) just cause under the law of the jurisdiction in which the Initial Manager is ordinarily employed (or holds his/her office as director); and

2007 Consolidated Financial Statements means the consolidated financial statements of N&W Global Vending S.p.A. for the fiscal year ending on 31 December 2007.

Sixth resolution

The Meeting resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company to proceed on behalf of the Company with the registration of the classification of the shares in the register of shareholders of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately EUR 1,500,- (one thousand five hundred euro).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille huit, le treizième jour du mois de novembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Vending Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) sous le numéro B 142.183 and ayant un capital social de EUR 12,500 (la Société). La Société a été constituée le 26 septembre 2008 suivant un acte de M^e Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2592 du 23 octobre 2008. Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis la constitution.

ONT COMPARU:

1. Colonnade Holdco n°11 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) et ayant un capital social de EUR 12,500,

ici représentée par Annick Braquet, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration daté du 10 novembre 2009 et signée sous seing privé,

2. Vending Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) sous le numéro B 142.068 et ayant un capital social de EUR 12,500,

ici représentée par Annick Braquet, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration daté du 10 novembre 2009 et signée sous seing privé,

Les parties comparantes mentionnées aux points 1. et 2. ci-dessus sont les associés actuels de la Société et sont ci-après désignés les Associés.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire agissant pour le compte des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

Les Associés ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que les Associés détiennent toutes les parts sociales dans le capital de la Société.

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation.

2. Création de dix classes de parts sociales ordinaires et dix classes sociales de parts sociales privilégiées dans le capital social de la Société, à savoir: des parts sociales ordinaires de classe A, des parts sociales ordinaires de classe B, des parts sociales ordinaires de classe C, des parts sociales ordinaires de classe D, des parts sociales ordinaires de classe E, des parts sociales ordinaires de classe F, des parts sociales ordinaires de classe G, des parts sociales ordinaires de classe H, des parts sociales ordinaires de classe I, des parts sociales ordinaires de classe J, des parts sociales privilégiées de classe A, des parts sociales privilégiées de classe B, des parts sociales privilégiées de classe C, des parts sociales privilégiées de classe D, des parts sociales privilégiées de classe E, des parts sociales privilégiées de classe F, des parts sociales privilégiées de classe G, des parts sociales privilégiées de classe H, des parts sociales privilégiées de classe I et des parts sociales privilégiées de classe J.

3. Conversion des 12.500 parts sociales existantes dans le capital social de la Société, ayant une valeur nominale de EUR 1 chacune, en 12.500 parts sociales ordinaires de classe A de la Société, ayant chacune une valeur nominale de EUR 1.

4. Modification de l'article 3 (objet social) des Statuts qui aura désormais la teneur suivante:

"3.1 L'objet de la Société est la prise de participations, dans LUXCO 2, BIDCO et N&W Global Vending S.p.A. ou dans toute autre Entité qui Contrôle directement ou indirectement ces sociétés ou dans d'autres Entités dont l'activité est liée ou instrumentale à l'Activité de N&W, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, tous titres et instruments financiers émis par toute Entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres de participation ou de créance de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, les revenus de tous emprunts, à ses Affiliés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou bien créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de tout autre Affilié et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre Affilié. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social."

5. Modification des articles 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 des Statuts et refonte et nouvelle numérotation des Statuts dans leur intégralité et dans la mesure nécessaire, insertion ou modification des titres dans les Statuts.

6. Modification du registre des Associés de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité à tout gérant de la Société pour procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement de la classification des parts sociales dans le registre des Associés de la Société.

7. Divers.

III. Que l'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représenté à l'Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Associés représentés se considérant eux-mêmes comme dûment convoqués et déclarant avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide créer dix classes de parts sociales ordinaires et dix classes sociales de parts sociales privilégiées dans le capital social de la Société, à savoir: des parts sociales ordinaires de classe A, des parts sociales ordinaires de classe B, des parts sociales ordinaires de classe C, des parts sociales ordinaires de classe D, des parts sociales ordinaires de classe E, des parts sociales ordinaires de classe F, des parts sociales ordinaires de classe G, des parts sociales ordinaires de classe H, des parts sociales ordinaires de classe I, des parts sociales ordinaires de classe J, des parts sociales privilégiées de classe A, des parts sociales privilégiées de classe B, des parts sociales privilégiées de classe C, des parts sociales privilégiées de classe D, des parts sociales privilégiées de classe E, des parts sociales privilégiées de classe F, des parts sociales privilégiées de classe G, des parts sociales privilégiées de classe H, des parts sociales privilégiées de classe I et des parts sociales privilégiées de classe J.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de convertir les 12.500 parts sociales existantes dans le capital social de la Société, ayant une valeur nominale de EUR 1 chacune, en 12.500 parts sociales ordinaires de classe A de la Société, ayant chacune une valeur nominale de EUR 1.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 3 (objet social) des Statuts qui aura la teneur indiquée dans la Cinquième Résolution ci-dessous.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide également de modifier les articles 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 des Statuts et reformuler et renuméroter les Statuts dans leur intégralité et dans la mesure nécessaire, d'insérer ou modifier des titres dans les Statuts de sorte que les articles des Statuts (y compris l'article 3 suite à la Quatrième Résolution ci-dessus) aient la teneur suivante:

"I.- Dénomination - Siège social - Objet- Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. La dénomination de la société est "Vending Holdings S.à r.l." (la Société). La Société prend la forme d'une société à responsabilité limitée régie par le droit du Grand Duché de Luxembourg, et en particulier, par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les Statuts.

Art. 2. Siège social

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune par décision du Conseil. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand Duché de Luxembourg par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social

3.1 L'objet de la Société est la prise de participations, dans LUXCO 2, BIDCO et N&W Global Vending S.p.A. ou dans toute autre Entité qui Contrôle directement ou indirectement ces sociétés ou dans d'autres Entités dont l'activité est liée ou instrumentale à l'Activité de N&W, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, tous titres et instruments financiers émis par toute Entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres de participation ou de créance de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, les revenus de tous emprunts, à ses Affiliés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou bien créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de tout autre Affilié et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre Affilié. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art 4. Durée

4.1 La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II.- Capital - Parts sociales

5.1. Le capital social de la Société est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales divisées en 12.500 (douze mille cinq cents) Parts Sociales Ordinaires de Classe A, ayant une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Des Parts Sociales Ordinaires de Classe B, des Parts Sociales Ordinaires de Classe C, des Parts Sociales Ordinaires de Classe D, des Parts Sociales Ordinaires de Classe E, des Parts Sociales Ordinaires de Classe F, des Parts Sociales Ordinaires de Classe G, des Parts Sociales Ordinaires de Classe H, des Parts Sociales Ordinaires de Classe I, des Parts Sociales Ordinaires de Classe J, des Parts Privilégiées de Classe A, des Parts Privilégiées de Classe B, des Parts Privilégiées de Classe C, des Parts Privilégiées de Classe D, des Parts Privilégiées de Classe E, des Parts Privilégiées de Classe F, des Parts Privilégiées de Classe G, des Parts Privilégiées de Classe H, des Parts Privilégiées de Classe I, des Parts Privilégiées de Classe J, ayant une valeur nominale de EUR 1 (un euro) chacune, peuvent être émises par l'Assemblée Générale et dès leur émission elles porteront les droits et obligations qui leur ont été attribués dans les Statuts.

5.3. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-dessous) adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.4 Pour les besoins des présents Statuts:

(i) les parts sociales ordinaires de classe A dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Ordinaires de Classe A",

(ii) les parts sociales ordinaires de classe B dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Ordinaires de Classe B",

(iii) les parts sociales ordinaires de classe C dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Ordinaires de Classe C",

(iv) les parts sociales ordinaires de classe D dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Ordinaires de Classe D",

(v) les parts sociales ordinaires de classe E dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Ordinaires de Classe E",

(vi) les parts sociales ordinaires de classe F dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Ordinaires de Classe F",

(vii) les parts sociales ordinaires de classe G dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Ordinaires de Classe G",

(viii) les parts sociales ordinaires de classe H dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Ordinaires de Classe H",

(ix) les parts sociales ordinaires de classe I dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Ordinaires de Classe I",

(x) les parts sociales ordinaires de classe J dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Ordinaires de Classe J",

(xi) les parts sociales privilégiées de classe A dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Privilégiées de Classe A".

(xii) les parts sociales privilégiées de classe B dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Privilégiées de Classe B".

(xiii) les parts sociales privilégiées de classe C dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Privilégiées de Classe C".

(xiv) les parts sociales privilégiées de classe D dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Privilégiées de Classe D".

(xv) les parts sociales privilégiées de classe E dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Privilégiées de Classe E".

(xvi) les parts sociales privilégiées de classe F dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Privilégiées de Classe F".

(xvii) les parts sociales privilégiées de classe G dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Privilégiées de Classe G".

(xviii) les parts sociales privilégiées de classe H dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Privilégiées de Classe H".

(xix) les parts sociales privilégiées de classe I dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Privilégiées de Classe I".

(xx) les parts sociales privilégiées de classe J dans le capital social de la Société, émises périodiquement, sont désignées comme les "Parts Sociales Privilégiées de Classe J".

Art. 6. Parts sociales et restrictions de Cession

6.1. Les Parts Sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Part Sociale.

6.2. Les Parts Sociales sont librement cessibles entre Associés.

Lorsque la Société a un Associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plusieurs Associés, la cession de parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de Parts Sociales à des tiers par suite d'un décès doit être approuvée par les Associés représentant les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

Une cession de Parts Sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code civil.

6.3. Un registre des Associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque Associé.

Art. 7. Rachat des Parts Sociales

7.1. La Société peut racheter certaines Parts Sociales, à condition que la Société dispose de réserves distribuables suffisantes pour payer le prix de rachat conformément à la Loi, ces réserves distribuables sont à documenter par des comptes intermédiaires de la Société à la date de rachat, qui seront préparés par le Conseil.

Le rachat (y compris le prix de rachat) sera décidé par l'Assemblée Générale conformément à la Loi et en application de l'article 11.2.

Aucun rachat ni annulation des Parts Sociales ne peut avoir lieu suite à une Sortie Directe/Indirecte (tel que défini à l'article 18.2.1) à moins que les détenteurs du ou des classe(s) de Parts Sociales Privilégiées rachetées et annulées comprises dans les Parts Sociales Couplées perçoivent de la Société un montant égal aux Droits Préférentiels (calculé selon l'article 18.1 et suivants) attachés à leurs Parts Sociales Privilégiées comprises dans les Parts Sociales Couplées détenues par eux et annulées.

7.2. Le capital social de la Société peut être réduit en rachetant et annulant des Parts Sociales. En cas de rachat et d'annulation de l'intégralité d'une classe donnée de Parts Sociales Ordinaires, la classe alphabétique correspondante de Parts Sociales Privilégiées sera intégralement rachetée et annulée simultanément (soit les Parts Sociales Privilégiées de Classe A pour les Parts Sociales Ordinaires de Classe A, les Parts Sociales Privilégiées de Classe B pour les Parts Sociales Ordinaires de Classe B, les Parts Sociales Privilégiées de Classe C pour les Parts Sociales Ordinaires de Classe C, les Parts Sociales Privilégiées de Classe D pour les Parts Sociales Ordinaires de Classe D, les Parts Sociales Privilégiées de Classe E pour les Parts Sociales Ordinaires de Classe E, les Parts Sociales Privilégiées de Classe F pour les Parts Sociales Ordinaires de Classe F, les Parts Sociales Privilégiées de Classe G pour les Parts Sociales Ordinaires de Classe G, les Parts Sociales Privilégiées de Classe H pour les Parts Sociales Ordinaires de Classe H, les Parts Sociales Privilégiées de Classe I pour les Parts Sociales Ordinaires de Classe I, les Parts Sociales Privilégiées de Classe J pour les Parts Sociales Ordinaires de Classe J, chacune de ces classes de Parts Sociales étant désignée individuellement comme une Classe Couplée de Parts Sociales, et l'ensemble des Parts Sociales émises dans une Classe Couplée de Parts Sociales donnée étant désignée comme les Parts Sociales Couplées, individuellement une Part Sociale Couplée).

Pour les besoins du présent article 7.3, les termes suivants commençant par une majuscule auront le sens qui leur est conféré ci-dessous:

- Montant Disponible désigne le montant total des bénéfices réalisés depuis la clôture du dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à la réserve qui doit être constituée en vertu de la loi et des présents Statuts, déterminé sur la base des Comptes Intérimaires se rapportant à la Période de la Classe concernée (ou à la Nouvelle Période, selon le cas);

- Liquidités Disponibles désigne toutes les liquidités détenues par la Société (sauf les liquidités sur les dépôts à terme ayant une maturité supérieure à six (6) mois), tous les instruments du marché monétaire facilement négociables, obligations et billets à ordre et créances qui, selon l'avis du Conseil, seront payés par la Société à court terme, MOINS tout endettement ou autre dette de la Société exigible endéans une période inférieure à six (6) mois, déterminées sur la base des Comptes Intérimaires se rapportant à la Période de la Classe concernée (ou à la Nouvelle Période, selon le cas);

- Liquidités Disponibles Par Part Sociale désigne, s'agissant d'une Classe Couplée de Parts Sociales, les Liquidités Disponibles divisées par le nombre de Parts Sociales Couplées en circulation dans la Classe Couplée de Parts Sociales qui doit être rachetée et annulée;

- Valeur d'Annulation Par Part Sociale désigne (i) la valeur nominale par Part Sociale Couplée à annuler, plus (ii) le Montant Disponible divisé par le nombre de Parts Sociales Couplées en circulation dans la Classe Couplée de Parts Sociales à racheter et annuler;

- Comptes Intérimaires 2008 pour la Classe A désigne les Comptes Intérimaires se rapportant au rachat et à l'annulation des Parts Sociales Ordinaires de Classe A et des Parts Sociales Privilégiées de Classe A;
- Comptes Intérimaires 2009 pour la Classe B désigne les Comptes Intérimaires se rapportant au rachat et à l'annulation des Parts Sociales Ordinaires de Classe B et des Parts Sociales Privilégiées de Classe B;
- Comptes Intérimaires 2010 pour la Classe C désigne les Comptes Intérimaires se rapportant au rachat et à l'annulation des Parts Sociales Ordinaires de Classe C et des Parts Sociales Privilégiées de Classe C;
- Comptes Intérimaires 2011 pour la Classe D désigne les Comptes Intérimaires se rapportant au rachat et à l'annulation des Parts Sociales Ordinaires de Classe D et des Parts Sociales Privilégiées de Classe D;
- Comptes Intérimaires 2012 pour la Classe E désigne les Comptes Intérimaires se rapportant au rachat et à l'annulation des Parts Sociales Ordinaires de Classe E et des Parts Sociales Privilégiées de Classe E;
- Comptes Intérimaires 2013 pour la Classe F désigne les Comptes Intérimaires se rapportant au rachat et à l'annulation des Parts Sociales Ordinaires de Classe F et des Parts Sociales Privilégiées de Classe F;
- Comptes Intérimaires 2014 pour la Classe G désigne les Comptes Intérimaires se rapportant au rachat et à l'annulation des Parts Sociales Ordinaires de Classe G et des Parts Sociales Privilégiées de Classe G;
- Comptes Intérimaires 2015 pour la Classe H désigne les Comptes Intérimaires se rapportant au rachat et à l'annulation des Parts Sociales Ordinaires de Classe H et des Parts Sociales Privilégiées de Classe H;
- Comptes Intérimaires 2016 pour la Classe I désigne les Comptes Intérimaires se rapportant au rachat et à l'annulation des Parts Sociales Ordinaires de Classe I et des Parts Sociales Privilégiées de Classe I;
- Comptes Intérimaires 2017 pour la Classe J désigne les Comptes Intérimaires se rapportant au rachat et à l'annulation des Parts Sociales Ordinaires de Classe J et des Parts Sociales Privilégiées de Classe J;
- Période de la Classe désigne chacune des périodes suivantes: la Période de Classe A, la Période de Classe B, la Période de Classe C, la Période de Classe D, la Période de Classe E, la Période de Classe F, la Période de Classe G, la Période de Classe H, la Période de Classe I et la Période de Classe J (telle que définies ci-dessous);
- Comptes Intérimaires désigne les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires considérée;
- Date des Comptes Intérimaires désigne la date tombant au moins huit (8) jours avant la date du rachat et de l'annulation de la Classe Couplée de Parts Sociales considérée, à condition que cette date ne puisse pas intervenir après le dernier jour du troisième mois suivant la première année après la date de début de la période considérée.

7.3 En cas de réduction du capital social par rachat et annulation d'une ou plusieurs Classe(s) Couplée(s) de Parts Sociales, les détenteurs de la ou des Classe(s) Couplée(s) de Parts Sociales rachetée(s) et annulée(s) percevront de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chaque Part Sociale Couplée de la ou des classe(s) concernée(s) qu'ils détiennent et qui sont annulées.

7.4 Chacune des classes de Parts Sociales Ordinaires donne droit à ses détenteurs, en cas de rachat de cette classe et proportionnellement à leur participation dans la classe concernée, au Montant Disponible pour la Période de la Classe considérée à laquelle la classe se rapporte en vertu des Statuts.

7.4.1 La période se rapportant aux Parts Sociales Ordinaires de Classe A et aux Parts Sociales Privilégiées de Classe A est la période commençant le jour de la constitution de la Société, soit le 26 septembre 2008 et se terminant à la Date des Comptes Intérimaires concernant les Comptes Intérimaires 2008 pour la Classe A (la Période de la Classe A);

7.4.2 La période se rapportant aux Parts Sociales Ordinaires de Classe B et aux Parts Sociales Privilégiées de Classe B est la période commençant le jour suivant la Période de la Classe A et se terminant à la Date des Comptes Intérimaires concernant les Comptes Intérimaires 2009 pour la Classe B (la Période de la Classe B);

7.4.3 La période se rapportant aux Parts Sociales Ordinaires de Classe C et aux Parts Sociales Privilégiées de Classe C est la période commençant le jour suivant la Période de la Classe B et se terminant à la Date des Comptes Intérimaires concernant les Comptes Intérimaires 2010 pour la Classe C (la Période de la Classe C);

7.4.4 La période se rapportant aux Parts Sociales Ordinaires de Classe D et aux Parts Sociales Privilégiées de Classe D est la période commençant le jour suivant la Période de la Classe C et se terminant à la Date des Comptes Intérimaires concernant les Comptes Intérimaires 2011 pour la Classe D (la Période de la Classe D);

7.4.5 La période se rapportant aux Parts Sociales Ordinaires de Classe E et aux Parts Sociales Privilégiées de Classe E est la période commençant le jour suivant la Période de la Classe D et se terminant à la Date des Comptes Intérimaires concernant les Comptes Intérimaires 2012 pour la Classe E (la Période de la Classe E);

7.4.6 La période se rapportant aux Parts Sociales Ordinaires de Classe F et aux Parts Sociales Privilégiées de Classe F est la période commençant le jour suivant la Période de la Classe E et se terminant à la Date des Comptes Intérimaires concernant les Comptes Intérimaires 2013 pour la Classe F (la Période de la Classe F);

7.4.7 La période se rapportant aux Parts Sociales Ordinaires de Classe G et aux Parts Sociales Privilégiées de Classe G est la période commençant le jour suivant la Période de la Classe F et se terminant à la Date des Comptes Intérimaires concernant les Comptes Intérimaires 2014 pour la Classe G (la Période de la Classe G);

7.4.8 La période se rapportant aux Parts Sociales Ordinaires de Classe H et aux Parts Sociales Privilégiées de Classe H est la période commençant le jour suivant la Période de la Classe G et se terminant à la Date des Comptes Intérimaires concernant les Comptes Intérimaires 2015 pour la Classe H (la Période de la Classe H);

7.4.9 La période se rapportant aux Parts Sociales Ordinaires de Classe I et aux Parts Sociales Privilégiées de Classe I est la période commençant le jour suivant la Période de la Classe H et se terminant à la Date des Comptes Intérimaires concernant les Comptes Intérimaires 2016 pour la Classe I (la Période de la Classe I);

7.4.10 La période se rapportant aux Parts Sociales Ordinaires de Classe J et aux Parts Sociales Privilégiées de Classe J est la période commençant le jour suivant la Période de la Classe I et se terminant à la Date des Comptes Intérimaires concernant les Comptes Intérimaires 2017 pour la Classe J (la Période de la Classe J);

7.4.11 En tout état de cause, il est précisé que, dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de Date des Comptes Intérimaires pour une certaine classe, la Période de la Classe de la classe en question se terminera le dernier jour du troisième mois suivant la première année après la date de début de la Période de la Classe en question.

7.5 Dans le cas où la Classe Couplée de Parts Sociales n'a pas été rachetée et annulée pendant la Période de la Classe concernée, les détenteurs de cette Classe Couplée de Parts Sociales auront droit, en cas de rachat et d'annulation de la Classe Couplée de Parts Sociales en question, au Montant Disponible au titre d'une nouvelle période (la Nouvelle Période) qui commencera le jour suivant la dernière Période de la Classe (ou, selon le cas, la Nouvelle Période d'une autre classe précédant immédiatement) et se terminera à la Date des Comptes Intérimaires des Comptes Intérimaires préparés pour le rachat et l'annulation de cette Classe Couplée de Parts Sociales, à condition que, dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de Date des Comptes Intérimaires pour cette classe, la Période de la Classe de cette classe se terminera le dernier jour du troisième mois suivant la première année après la date de début de cette Nouvelle Période. La première Nouvelle Période commencera le jour suivant la Période de la Classe J et les Classes Couplées de Parts Sociales qui n'ont pas été rachetées et annulées pendant leur Période en application des articles 7.4.1 à 7.4.11 viendront par ordre de la Classe A à la Classe J (dans la mesure où elles n'ont pas été rachetées et annulées auparavant).

7.6 En cas de rachat d'une Classe Couplée de Parts Sociales, les détenteurs de la Classe Couplée de Parts Sociales concernée recevront la Valeur d'Annulation par Part Sociale, à condition que si la Valeur d'Annulation par Part Sociale ainsi calculée dépasse les Liquidités Disponibles Par Part Sociale, la Valeur d'Annulation Par Part sera égale aux Liquidités Disponibles par Part Sociale.

III.- Gestion - Représentation

Art. 8. Composition du Conseil - Nomination et révocation des gérants

8.1. La Société est gérée par le Conseil, composé de deux gérants de Classe A et de deux gérants de Classe B. Les gérants sont nommés par une résolution des Associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être Associés.

8.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans motif) par une résolution des associés.

8.3 Chaque Sponsor peut désigner, en vue de sa nomination par l'Assemblée Générale, un gérant de Classe A et peut de même proposer la révocation par l'Assemblée Générale de son gérant de Classe A respectif.

Art. 9. Conseil de gérance

9.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'associé ou aux associés relèvent de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

9.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui est, en principe, à Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion, dans ce cas la convocation écrite de toute réunion du Conseil est donnée à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant aux lieux et heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à une réunion du Conseil.

(v) Le Conseil peut valablement délibérer et agir à condition que la majorité de ses membres soit présente ou représentée. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à condition que les deux gérants de Classe A (dans chaque cas, soit en personne soit par procuration) votent en faveur des résolutions. Le président ne disposera pas d'une seconde voix ou voix prépondérante.

(vi) Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vii) Tout gérant peut participer à une réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion dûment convoquée et tenue.

9.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de Classe A et d'un gérant de Classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toute personne à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements qu'ils prennent régulièrement au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV.- Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des Associés et résolutions circulaires des Associés

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des Associés sont adoptées en Assemblée Générale ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Si les résolutions sont adoptées par voie de Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les Associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les Associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque Part Sociale confère une (1) voix.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédures de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des Associés représentant plus de trente pour cent du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les Associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée, dans ce cas une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les Associés au moins vingt-quatre (24) heures avant la date de l'assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Nonobstant le paragraphe (ii) ci-dessus, si tous les Associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un Associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, Associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par voie de Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des Associés détenant plus de soixante-dix pour cent du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, indépendamment de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des Associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un Associé dans la Société exige l'accord unanime des Associés.

Art. 12. Associé unique

12.1 Dans le cas où le nombre des Associés est réduit à un (1), l'Associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux Associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet Associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'Associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V.- Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels

13.1. L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de résultats, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Chaque Associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de résultats sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par voie de Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois suivant la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises

14.1 Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

14.2 Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, le cas échéant, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises sont rééligibles.

Art. 15. Affectation des bénéfices

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve légale. Cette affectation cesse d'être exigée lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Sous réserve de la Section VIII (Sortie) des Statuts et sous réserve de l'affectation des bénéfices nets à la réserve légale de la manière prescrite à l'article 15.1 ci-dessus, l'Assemblée Générale peut distribuer des dividendes aux Associés proportionnellement aux Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux.

15.3. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.4. Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, par l'Assemblée Générale, dans le respect des dispositions de l'article 15.2 et aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des acomptes sur dividende doit être adoptée par les Associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les acomptes sur dividende qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les Associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI.- Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la moitié (1/2) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, pour réaliser la liquidation et déterminent leurs nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Sous réserve de la Section VIII (Sortie) des Statuts, en cas de liquidation ou dissolution de la Société, les actifs de la Société disponibles pour une distribution entre les associés seront distribués aux Associés proportionnellement aux Parts Sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII.- Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, fax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et même document.

17.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout Pacte d'Associé et/ou Pacte d'Associé des Sponsors.

VIII.- Droits préférentiels

18.1 En cas de réalisation d'une Sortie Directe ou Indirecte, dans la mesure où des profits sont générés par cette Sortie Directe ou Indirecte au niveau de la Société et qui sont distribuables conformément à la Loi et aux Statuts, ces profits seront affectés: (i) premièrement, aux détenteurs des Parts Sociales Privilégiées, cette affectation préférentielle devant être calculée conformément à et de la manière décrite à l'article 18.2 proportionnellement aux parts détenues par chaque Associé (les Droits Préférentiels); et (ii) le boni, à tous les Associés proportionnellement aux Parts détenues par chacun d'entre eux.

18.2 Ladite affectation préférentielle sera déterminée conformément aux critères suivants:

18.2.1 Pour les besoins de l'article 18.2:

- EPS signifie le nombre total de Parts Sociales Privilégiées émises et en circulation à compter de la date de réalisation d'une Sortie Directe ou Indirecte;

- Multiple Cash-on-Cash signifie le nombre obtenu en divisant le total de toutes entrées de fonds reçu par les Sponsors par le montant total de toutes sorties de fonds financées par les Sponsors; étant entendu que: (a) à la fois les fonds d'entrée et de sortie des Sponsors seront ceux qui devront être pris en compte en vue de calculer le TIR; et (b) tous honoraires dus aux Sponsors autre que dans le contexte d'une transaction ou à tout moment ultérieur et jusqu'à ce qu'une Sortie Directe ou Indirecte (sans considérer le fait que ces honoraires seront effectivement payés ou exigibles par la Société, LUXCO 2, BIDCO et/ou N&W Global Vending S.p.A.) soit considérée comme incluse au sein des fonds d'entrée reçus par les Sponsors;

- Sortie Directe désigne: (i) la Cession par la Société d'un nombre de Participations représentant plus de 30 % du capital de LUXCO 2, du fait de la cotation de la même Société LUXCO 2 sur une bourse réglementée; ou (ii) une Opération effectuée en vertu de la lettre (B) de la définition en question, suite à laquelle la Société cesse de détenir - de manière apparente - au moins 50 % (cinquante pour cent) plus une Participation dans le capital social de N&W Global Vending S.p.A.;

- Valeur d'Entrée signifie la valeur totale de l'investissement en titres dans la Transaction plus tout investissement ultérieur en titres antérieure à une Sortie Directe/Indirecte et autres sorties de fonds financées par les Sponsors ou tous autres Associés à la Société avant une Sortie (étant entendu que les flux de sortie des fonds seront ceux à pendre en compte pour le calcul du TIR);

- Valeur de Sortie désigne les fonds perçus pour 100 % des fonds propres du Groupe N&W, à la date de réalisation d'une Sortie Directe/Indirecte, nets des frais de transaction liés à cette Sortie Directe/Indirecte (en ce compris, en tout état de cause, les coûts de réemplois (financing breakage costs), les pénalités de remboursement anticipé des financements, les frais d'introduction en bourse, les honoraires des conseillers des Parties aux conditions de marché, étant entendu que les honoraires dus aux Sponsors, ou à leurs Parties Liées ne seront pas considérés comme des frais pour les besoins du présent paragraphe;

- Sortie Indirecte désigne: (i) la Cession par LUXCO 2 d'un nombre de Participations représentant plus de 30 % du capital de BIDCO, dans la mesure où BIDCO est concernée, la Cession d'un nombre de Participations représentant plus de 30 % du capital social de N&W Global Vending S.p.A., du fait de la cotation de BIDCO ou N&W Global Vending S.p.A. (le cas échéant) sur une bourse réglementée; ou (ii) la Cession également dans le cadre d'une Opération, par LUXCO 2 des Participations dans BIDCO ou, dans la mesure où BIDCO est concernée, la Cession, également dans le cadre d'une Opération, de ses Participations dans N&W Global Vending S.p.A., suite à laquelle la Société, directement ou par l'intermédiaire de l'un de leurs Affiliés respectifs, cesse de détenir - de manière apparente - au moins 50 % (cinquante pour cent) plus une Part Sociale dans le capital social de N&W Global Vending S.p.A.; ou (iii) une Opération réalisée par N&W Global Vending S.p.A. en vertu du point (B) de la définition applicable, suite à laquelle soit (x) la valeur des actifs cédés inclus dans l'Activité de N&W est égale ou supérieure à 50 % (cinquante pour cent) de la valeur nette d'inventaire totale la plus élevée du Groupe N&W telle qu'elle résulte des derniers comptes consolidés annuels approuvés de N&W Global Vending S.p.A. et des Comptes Consolidés de 2007, et/ou (y) le chiffre d'affaires généré en particulier par les actifs cédés inclus dans l'activité de N&W est égal ou supérieur à 50 % (cinquante pour cent) du chiffre d'affaires total le plus élevé généré par le Groupe N&W tel qu'il résulte des derniers comptes consolidés annuels approuvés de N&W Global Vending S.p.A. et des Comptes Consolidés de 2007;

- TIR signifie le Taux Interne de Rentabilité de l'investissement, réalisé par les Sponsors dans la Transaction calculé sur base des flux financiers des Sponsors provenant (et en ce compris) du premier investissement effectué pour les besoins de l'acquisition par la Société, par le biais de BIDCO, de N&W Global Vending S.p.A., et jusqu'à (et en ce compris) une opération de Sortie Directe/Indirecte. Par conséquent, les flux financiers des Sponsors comprendront, notamment: (i) la libération du capital social (en ce compris la prime d'émission concernée, le cas échéant) dans la Société, LUXCO 2, BIDCO, N&W Global Vending S.p.A. ou l'une de ses Filiales; (ii) les paiements relatifs aux autres titres (en ce compris, notamment, les certificats de parts sociales privilégiées et les certificats de parts sociales privilégiées convertibles) émis par la Société, LUXCO 2, BIDCO, N&W Global Vending S.p.A. ou l'une de ses Filiales; (iii) les paiements en vue de toute augmentation de capital et/ou de compte capital à venir au niveau de la Société, LUXCO 2, BIDCO, N&W Global Vending

S.p.A. ou l'une de ses Filiales; (iv) le recouvrement des pertes au niveau de l'une desdites Entités; (v) souscription d'obligations convertibles, prêt d'actionnaires (porteur d'intérêts ou non) octroyé à l'une desdites Entités; (vi) honoraires versés selon tout contrat de consultation à l'un des Sponsors par la Société, LUXCO 2, BIDCO, N&W Global Vending S.p.A. ou l'une de ses Filiales; (vii) tous dividendes (directement ou indirectement) payés aux Sponsors par la Société, LUXCO 2, BIDCO, N&W Global Vending S.p.A ou l'une de ses Filiales; (viii) toute distribution de réserves ou de capital (en ce compris en raison de la réduction de capital) directement ou indirectement payée aux Sponsors; et (ix) toute somme versée aux Sponsors en raison de la Sortie Directe/Indirecte, en supposant que (indépendamment de la part du capital social émis de la Société, LUXCO 2, BIDCO, ou N&W Global Vending S.p.A effectivement Transférée conformément à la Sortie Directe/Indirecte) l'intégralité du capital social émis de la Société, LUXCO 2, BIDCO, ou N&W Global Vending S.p.A est Transférée dès la Sortie Directe/Indirecte selon les mêmes modalités économiques - proportionnellement - de la partie du capital social émis de la Société, LUXCO 2, BIDCO, ou N&W Global Vending S.p.A en rapport avec laquelle la Sortie Directe/Indirecte s'est effectivement produite; étant cependant entendu que cette somme sera net de: (x) tous honoraires, coûts et/ou dépenses imputés à la Société, LUXCO 2, BIDCO, ou N&W Global Vending S.p.A; et (y) tous fonds donnés aux Gérants Initiaux en relation avec les Droits Préférentiels attachés aux Parts Sociales Privilégiées;

- Transaction signifie l'acquisition de 100% du capital social de N&W Global Vending S.p.A.

Les flux financiers ("Fk") seront mutuellement considérés, à l'égard des Sponsors, positifs en cas d'entrée de fonds et négatifs en cas de sortie de fonds.

Le TIR des Sponsors correspondra à leur taux interne de rentabilité annuel qui est compensé contre la valeur nette effective des flux de fonds des Sponsors sur base de la formule suivante:

$$\text{Sigma}_{k=0}^k [Fk/(1+IRR)^{(k/365)}] = 0$$

Valeur de Sortie Minimum désigne le montant du seuil de la Valeur de Sortie qui permet d'atteindre (x) un Multiple Cash-on-Cash au moins égal à 2x et (y) un seuil TIR non inférieur à 15%, les deux après paiement des Droits Préférentiels aux Parts Sociales Privilégiées.

18.2.2 Les Droits Préférentiels seront attribués à chacune des Parts Sociales Privilégiées sous réserve de la condition que la Valeur de Sortie soit supérieure à la Valeur de Sortie Minimum;

18.2.3 Au cas où la Valeur de Sortie est supérieure à la Valeur de Sortie Minimum; les Droits Préférentiels attribués à chacune des Parts Sociales Privilégiées seront égaux au plus petit entre:

$$[R \times (\text{Valeur de Sortie} - \text{Valeur d'Entrée}) - P] / \text{EPS}$$

et

Valeur de Sortie - Valeur de Sortie Minimum

quand:

- R correspond au plus inférieur de: (x) 15%; et (y) la différence entre le TIR effectif et 15%; et

- P correspond à la Valeur des Droits Préférentiels appartenant à un Bon Sortant au cas où une option de vente (Put Option) d'un Bon Sortant ou une option d'achat (Call Option) vis-à-vis d'un Bon Sortant a été effectuée conformément au SHA (tel que ces termes sont définis dans un tel SHA);

En tout état de cause, il est reconnu que les Droits Préférentiels n'endossent pas une valeur négative.

XIX.- Section de définitions générales

Affilié(s) signifie (i) toute Personne qui, directement ou indirectement, par le biais d'un ou de plusieurs intermédiaires, Contrôle, est Contrôlée par, ou est sous le Contrôle commun avec, la Personne indiquée;

Statuts signifie les statuts de la Société, tels que périodiquement modifiés;

Mauvais Sortant désigne un Gérant Initial qui cesse d'être un employé (ou directeur) du Groupe N&W en vertu de: (a) renvoi sommaire ou résiliation pour juste motif par le Membre du Groupe N&W pour lequel le Gérant Initial a occupé le poste de directeur et/ou employé; ou (b) au cas où la loi applicable dudit Membre n'envisage pas de renvoi sommaire pour juste motif de la relation de travail /d'administration, licenciement ou résiliation pour faute grave, dol ou malhonnêteté, ou condamnation du Gérant Initial pour infraction criminelle pour laquelle une peine privative de liberté a été imposée;

BIDCO signifie l'Entité suivante contrôlée indirectement par la Société: BIDCO S.p.A. (anciennement BIDCO Società a responsabilità limitata), une société par actions (Società per azioni) dûment organisée et valablement constituée selon les lois de l'Italie, ayant son siège social à Milan, à Via Agnello no.12, immatriculée au registre des sociétés (registro delle imprese) de Milan sous le numéro 06310920969;

Conseil désigne le conseil de gérance de la Société, nommé périodiquement conformément à l'article 9;

Jour(s) Ouvrable(s) désigne un jour calendaire (autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour férié) où les banques et autres établissements de crédit sont ouverts au public à Londres, Luxembourg et Milan;

Contrôle désigne une situation dans laquelle, d'après les Lois applicables, une Entité (l'Entité qui Contrôle): (i) détient, directement ou indirectement, la majorité des Participations donnant droits de vote d'une autre personne (l'Entité "Contrôlée"), ou (ii) a le pouvoir, directement ou indirectement, de diriger - ou faire diriger - les politiques de gestion de cette

Entité Contrôlée, que ce soit en raison de la détention des titres avec droits de vote, par contrat, en tant que fiduciaire (trustee), mandataire (nommée) ou exécuteur, ou par tout autre moyen permettant à l'Entité de Contrôle d'exercer une influence dominante sur l'Entité Contrôlée;

Opération signifie, concernant toute Entité: (A) une fusion, fusion par absorption, consolidation, reclassification, scission d'actions, scission, capitalisation ou recapitalisation, distribution d'actions, acquisition, combinaison de Participations, création de classes supplémentaires de Participations, ou une autre ou un(e) autre transaction/événement similaire affectant cette Entité et/ou son capital social, ayant l'effet de, ou bien résultant de: (i) la modification ou l'échange des Participations alors en circulation de cette Entité respectivement dans ou pour un nombre différent, type ou classe de Participations de cette Entité ou de toute autre Entité, et/ou (ii) une augmentation ou diminution du montant des Participations détenues par les Associés de cette Entité à la date de réalisation de cette Opération; ou (B) la cession de toutes (ou substantiellement toutes) les activités ou les actifs détenus par cette Entité, y compris par la vente, le prêt ou l'usufruit de ces dernières, ou par l'apport de ces affaires/actifs dans des Entités tierces;

Sûreté signifie tout gage, hypothèque, nantissement, usufruit, sûreté, redevance, obligation, privilège, créance, option, charge, vice du titre ou restriction de toute sorte, en ce compris, sans limitation, toute restriction sur le vote, la cession ou la distribution de revenus des garanties ou tout autre droit des Entités tierces qui peut limiter le titre de détention libre, plein et inconditionnel ou tout autre droit réel (in rem);

Entité désigne toute société, fonds d'investissement, société en nom collectif (partnership), fiducie (trust), société à responsabilité limitée, sociétés apparentées (joint venture), sociétés par actions, association, société en nom collectif (partnership) ou toute autre entité ou organisation (ayant ou non une personnalité juridique distincte);

Assemblée Générale désigne l'assemblée générale de l'associé ou des associés de la Société;

Bon Sortant désigne un Gérant Initial qui cesse d'être un directeur et/ou employé du Groupe N&W en vertu de:

a) renvoi ou résiliation par le Membre en question du Groupe N&W pour mauvais état de santé/invalidité en vertu duquel ce Gérant Initial est dans l'incapacité d'accomplir ses tâches de façon substantielle et permanente pendant au moins 180 (cent quatre-vingt) jours; ou

b) renvoi ou résiliation par le Membre en question du Groupe N&W pour toute autre raison autres que celles envisagées pour un Mauvais Sortant; ou

c) démission volontaire en raison de: (i) retraite à son âge de retraite contractuel ou légal; (ii) invalidité permanente de plus de 50% (cinquante pour cent); ou (iii) juste motif selon la loi régissant la relation entre ce Gérant Initial et le Membre du Groupe N&W pour lequel il a occupé la fonction de Directeur et/ou employé, sauf dans les cas de "juste motif" envisagés par tout contrat de travail individuel applicable à ce Gérant Initial qui sont en plus de ceux prévus par la Loi ou tous contrats conventionnels collectifs applicables; ou

d) N&W Global Vending S.p.A. qui cesse de Contrôler la Filiale pour laquelle ce Gérant Initial a occupé les fonctions de Directeur et/ou employé, à moins qu'il soit réaffecté à une autre Filiale; ou

e) une cession des activités de la Filiale pour laquelle ce Gérant Initial a occupé les fonctions de Directeur et/ou employé, à moins qu'il ne soit réaffecté à N&W Global Vending S.p.A. ou à une autre Filiale qui effectue des activités équivalentes ou substantiellement similaires;

Gérants Initiaux désigne les détenteurs directs des Parts de Direction ou toute entité fiduciaire détenteur des Parts de Direction agissant selon les instructions et au profit de tout détenteur de Parts de Direction ainsi que toute personne à qui les Parts de Direction ont été valablement cédées (sous condition que le détenteur direct et/ou le bénéficiaire, via l'entité fiduciaire, des Parts de Direction soient administrateur ou employé du Groupe N&W y compris les Bon Sortant, Mauvais Sortant et Sortant Volontaire;

Entité désigne une société, une société de personnes (société en commandite ou société en nom collectif) ou toute autre organisation, entreprise ou entité (ayant ou non tous les attributs d'une personne morale);

LUXCO 2 signifie l'Entité suivante Contrôlée par la Société: N&W Holsings S.à r.l. (anciennement, P Log Lux 1 S.à r.l.), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social à Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg), au 58, rue Charles Martel, immatriculée au registre de commerce et des sociétés du Grand Duché de Luxembourg sous le numéro B141097;

Parts de Direction désigne chacune et l'ensemble des Parts Sociales détenues à tout moment par les Gérants Initiaux dans le capital social de la Société;

Activité N&W signifie la conception, le développement, la fabrication et la distribution de distributeurs de nourriture et de boissons;

Groupe N&W désigne ensemble, la Société et les Filiales; et Membre du Groupe N&W désigne, indifféremment, soit la Société ou une des Filiales;

Parts Ordinaires signifie, de temps à autre, toutes les parts ordinaires émises et en circulation (de toute classe quelle qu'elle soit) dans le capital social de la Société, ayant une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune (ou l'une d'entre elles si le contexte l'exige);

Parts Sociales Privilégiées désigne, de temps à autre, toutes les parts sociales privilégiées émises et en circulation (de toute classe quelle qu'elle soit) dans le capital social de la Société, ayant une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune;

Pacte d'Associé désigne le pacte d'associés et d'investissement concernant la Société conclu entre les Sponsors et les Gérants Initiaux, tel que modifié périodiquement;

Participations désigne, concernant une Entité spécifique, toutes les classes/catégories d'actions/parts sociales à tout moment émises par cette Entité (en ce compris les Parts Sociales Privilégiées détenues par les Gérants Initiaux de la Société, le cas échéant), représentant, au total, l'intégralité du capital social de cette Entité, et les instruments financiers ou d'autres prises de participation de tout type ou classe/catégorie émis, ou à émettre par cette Entité à tout moment, ainsi qu'un droit d'option, conversion, échange, préemption, souscription ou rachat, obligation, accord, contrat ou engagement de toute sorte dans le but de souscrire ou bien d'acquérir des Parts Sociales de toute classe/catégorie dans le capital social, les instruments financiers ou autres prises de participation ou intérêts hybrides dans cette Entité spécifique;

Parts Sociales désigne, de temps à autre, collectivement, les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Privilégiées (ou l'une d'entre elles si le contexte l'exige);

Associé(s) désigne le(s) détenteur(s) de Parts Sociales dans la Société de temps à autre collectivement, et toute Entité à laquelle les Parts Sociales ont été valablement cédées ou émises périodiquement (sauf la Société), et Associé désigne l'un d'entre eux;

Sponsors désigne Colonnade Holdco No. 11 S.à r.l. et Vending Investments S.à r.l. qui sont Associés et toute Entité à laquelle leurs Parts Sociales ont été valablement cédées;

Pacte d'Associé des Sponsors désigne tout pacte d'associés concernant la Société qui peut être conclu entre les Sponsors tel que modifié périodiquement;

Filiales désigne, s'agissant de N&W Global Vending S.p.A., toute Entité qui, directement ou indirectement, par le biais d'un ou plusieurs intermédiaires, est Contrôlée, de temps à autre, par N&W Global Vending S.p.A.;

Cession signifie toute vente, apport, transfert, création de Sûreté ou une autre forme de mise à disposition totale ou partielle (en ce compris par une Opération), un titolo universale o particolare, à toute condition et pour n'importe quel titre, en échange d'une contrepartie, qu'elle soit monétaire ou non, singulièrement ou regroupée avec d'autres actifs, ainsi que toute cession à titre gratuit et/ou donation, de Parts Sociales dans une Entité (en ce compris les Parts Sociales dans la Société) ou des activités ou branche d'activité d'une Entité; et Cédant, Cédé et Céder sont interprétés de la même manière;

Sortant Volontaire désigne un Gérant Initial (autre qu'un Mauvais Sortant) qui cesse d'être un employé (ou directeur) du Groupe N&W en vertu d'une démission volontaire non liée à: (a) retraite à son âge de retraite contractuel ou légal; (b) mauvais état de santé/invalidité en vertu duquel ce Gérant Initial est dans l'incapacité d'accomplir ses tâches de façon substantielle et permanente pendant au moins 180 jours; (c) invalidité permanente de plus de 50%; ou (d) juste motif selon la loi judiciaire selon laquelle le Gérant Initial est habituellement employé (ou assume son mandat en tant que directeur); et

Comptes Consolidés 2007 désigne les états financiers consolidés de N&W Global Vending S.p.A. pour l'année fiscale se terminant le 31 décembre 2007."

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des Associés de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité à tout gérant de la Société pour procéder pour le compte de la Société à l'enregistrement de la classification des parts sociales dans le registre des Associés de la Société.

Estimation de frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait du présent acte s'élèvent approximativement à EUR 1.500.- (mille cinq cents euros).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et qu'à la demande des mêmes comparantes, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 novembre 2008. Relation: LAC/2008/45895. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 24 novembre 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009002470/242/1343.

(080192183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2008.

Villa Primavera S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 105.251.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale, qui s'est tenue en date du 28 novembre 2008 que

1. l'assemblée a décidé la clôture de la liquidation et constate la dissolution définitive de la société;
2. les documents de la société seront conservés pendant la durée légale de cinq ans au siège de la société, 23, rue Beaumont à L -1219 Luxembourg.

Luxembourg, le 28 novembre 2008..

Pour radiation

Signature

LE LIQUIDATEUR

Référence de publication: 2009001250/535/19.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05532. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Cintinori S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 100.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 139.247.

—
EXTRAIT

Le 2 décembre 2008, l'Actionnaire unique de la société Cintinori S.à r.l. a pris la résolution d'accepter la démission du conseil de gérance avec effet immédiat de Monsieur Christian DOSCH, né le 8 mai 1969 à Kempten/Allgau, Allemagne, ayant comme adresse Warwick Court, Paternoster Square EC4M 7AG Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2008.

Cintinori S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009001079/7978/18.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07632. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Merrill Lynch European Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 327.775,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.744.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A. - S G G

412F, route d'Esch

L-2086 LUXEMBOURG

Signatures

Référence de publication: 2009001613/1005/16.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2008, réf. LSO-CX08180. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Sasid SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 129.335.

Le bilan au 31 juillet 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009000875/1109/12.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07904. - Reçu 30,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Bodmer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2533 Luxembourg, 69, rue de la Semois.
R.C.S. Luxembourg B 130.009.

Le bilan au 31/12/2007 a été déposé auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2008.

BODMER S.A., Société anonyme

Bruno ABBATE

Administrateur Unique

Référence de publication: 2009000890/7824/15.

Enregistré à Luxembourg, le 5 décembre 2008, réf. LSO-CX03026. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Eurohan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9540 Wiltz, 26, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 104.040.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001344/8516/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05722. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Tarrant Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.491.400,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 84.072.

Les comptes annuels au 31 décembre 2003 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 11 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001350/556/14.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07895. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Gesellschaft für Technologie und Handel Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1261 Luxembourg, 125, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 26.506.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.
Centre Kennedy, 53, avenue J.F. Kennedy, L-9053 Ettelbruck
Signature

Référence de publication: 2009001005/832/15.

Enregistré à Diekirch, le 15 décembre 2008, réf. DSO-CX00222. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080189086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Tarrant Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.491.400,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 84.072.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 11 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001351/556/14.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07897. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Sopica Technology S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.
R.C.S. Luxembourg B 52.963.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001349/8516/12.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05689. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Euroglobe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 13, place d'Armes.
R.C.S. Luxembourg B 94.025.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001348/8516/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05712. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Capital social: EUR 1.433.155,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 123.624.

EXTRAIT

Star II UK Limited Partnership No. 1 a transféré le nombre de parts sociales suivant aux associés suivants de la Société:

Date	Cessionnaires	Parts sociales de classe A	Parts sociales de classe B
24 juillet 2008	Frank Turner	2.133	1.256
28 juillet 2008	Hans Källenius	305	
29 juillet 2008	Aldford Street Nominees Ltd		1.862
29 juillet 2008	Bob Hickman	305	
30 juillet 2008	Peter Allan Niemy	305	
1 ^{er} août 2008	Michael John Humphreys	1.143	
5 août 2008	Fabio Mazzochetti	152	
6 août 2008	Ringmuren Limited		326
7 août 2008	Boota Kular	305	
12 août 2008	Michael Langley	152	
15 août 2008	Andrew Maclean Dow	381	
27 août 2008	David Scott Moden	152	
28 août 2008	Per Eric Harald de la Motte	762	
29 août 2008	Brian Simpson	2.286	
3 septembre 2008	Anthony Charles Petteford	762	182
5 septembre 2008	Athar Khan	762	
5 septembre 2008	Magnus Kjell Thalin	152	
TOTAL		10.057	3.626

En date du 2 octobre 2008, Star II UK Limited Partnership No.1 a également transféré 2.127 parts sociales de classe A à Lloyd Cromwell-Griffiths, demeurant à Hornhill Bank Farm, Stanway, Cheltenham, Gloucestershire GL54 4SA.

A la date du 2 octobre 2008, les parts sociales de la Société sont réparties comme suit:

Associés	Parts sociales de classe A	Parts sociales de classe B	Parts sociales de classe C
Star II UK Limited Partnership No. 1	13.304	812.080	
Star II US Limited Partnership No. 1	2.047	49.396	
Star II Executive Co-Investment Limited	645	6.592	
GE Capital Equity Investments Inc.			135.317
Brian Simpson	15.951		
Frank Turner	14.887	7.552	
Per Eric Harald de la Motte	5.317		
Ringmuren Limited		1.962	
Andrew Maclean Dow	2.658		
David Scott Moden	1.063		
Magnus Kjell Thalin	1.063		
Aldford Street Nominees Ltd		11.199	
Peter Allan Niemy	2.127		
Michael John Humphreys	7.975		
Nicholas Paul Vidier	911		
Michael Langley	1.063		
Nicholas Reynold Lockwood	911		
Anthony Charles Petteford	5.318	1.096	
Hans Källenius	2.127		
Athar Khan	5.317		
Mark Thompson	4.555		
Fabio Mazzochetti	1.063		

Boota Kular	2.126		
Bob Hickman	2.126		
Ross Edward Carrington		26.649	
Lloyd Cromwell-Griffiths	2.127		
TOTAL	94.681	916.526	135.317

Pour mention aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2009001329/260/67.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03853. - Reçu 16,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Tarrant Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.491.400,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 84.072.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 11 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001353/556/14.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07898. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Gesellschaft für Technologie und Handel Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1261 Luxembourg, 125, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 26.506.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ENSCH, WALLERS et ASSOCIES S.A.

Centre Kennedy, 53, avenue J.F. Kennedy, L-9053 Ettelbruck

Signature

Référence de publication: 2009001008/832/15.

Enregistré à Diekirch, le 15 décembre 2008, réf. DSO-CX00225. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080189075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

Cuirtex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4131 Esch-sur-Alzette, 24, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 62.991.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001345/8516/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05724. - Reçu 18,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Koenig Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.
R.C.S. Luxembourg B 125.164.

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001492/8516/13.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05673. - Reçu 20,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Tarrant Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.491.400,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 22, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 84.072.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 11 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001356/556/14.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07902. - Reçu 36,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

RODIO SAH, Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 38.384.

Mayapan Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2233 Luxembourg, 32, rue Auguste Neyen.
R.C.S. Luxembourg B 25.778.

KSJ Ausbein- und Zerlege S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8278 Holzem, 6, rue de l'Ecole.
R.C.S. Luxembourg B 68.507.

JCB Prod S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 86.198.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugements rendus en date du 23 février 2006, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

1 - RODIO S.A.H., immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 38.384, avec siège social au 35 rue Glesener, L-1631 Luxembourg, de fait inconnue à cette adresse;

2 - MAYAPAN HOLDING S.A., immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 25.778, dont le siège social au 32 rue Auguste Neyen, L-2233 Luxembourg, a été dénoncé le 15 novembre 1999;

3 - KSJ AUSBEIN- UND ZERLEGE S.à r.l., immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 68.507, dont le siège social au 6 rue de l'école, L-8278 Holzem, a été dénoncé le 29 novembre 2004;

- JCB PROD S.à r.l., immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 86.198 dont le siège social au 63-65 rue de Merl, L-2146 Luxembourg, a été dénoncé le 23 novembre 2005;

Les mêmes jugements ont nommé juge-commissaire Mme Elisabeth CAPESIUS, 1^{er} juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Olivier REISCH, avocat, demeurant à Luxembourg.

Ils ordonnent aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 15 mars 2006 au greffe de la sixième chambre du tribunal de commerce.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations et au Registre de Commerce et des Sociétés.

Luxembourg, le 10 novembre 2008.

Me Olivier REISCH

Le liquidateur

Référence de publication: 2009001450/2754/49.

Enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2008, réf. LSO-CW06195. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2008, réf. LSO-CW06199. - Reçu 12,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2008, réf. LSO-CW06204. - Reçu 12,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 19 novembre 2008, réf. LSO-CW06207. - Reçu 12,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

(080190307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

(080190308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

(080190309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Sogebis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange.

R.C.S. Luxembourg B 57.709.

—
Publication Mémorial C numéro 190 du 16 avril 1997 pages 9091-9094

Le bilan au 31 décembre 2007, le compte de profits et pertes pour la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Sogebis S.A.

Signature

Référence de publication: 2009001550/2088/16.

Enregistré à Luxembourg, le 17 décembre 2008, réf. LSO-CX06975. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

LSF Star Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 125.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 90.990.

—
Le bilan au 09.04.2008 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009001582/5499/13.

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2008, réf. LSO-CX09675. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Pomy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 241.100,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 79.947.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Manager

Référence de publication: 2009001600/710/16.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2008, réf. LSO-CX08345. - Reçu 26,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

IM Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 679.660,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 124.240.

L'an deux mille huit, le huit décembre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Cédric RICARD, directeur marketing, né le 18 avril 1978 à Niort (France), demeurant F-69380 Dommartin (France), Allée des Primevères, 3,

2. Monsieur Jérôme REMY, directeur commercial, né le 10 octobre 1978 à Givors (France), demeurant F-69540 Irigny (France), Avenue Charles de Gaulle, 6,

3. Monsieur Xavier ROMAN SANCHIZ, président directeur général, né le 24 septembre 1975 à Villeurbanne (France), demeurant F-69150 Decines (France), Avenue Edouard Herriot, 18bis,

4. Monsieur Gérald BENHAMOU, directeur financier, né le 13 octobre 1975 à Lyon (France), demeurant F-69380 Dommartin (France), Allée des Primevères, 9,

5. Monsieur Fabien GRASSET, directeur technique, né le 21 décembre 1968 à Bourg en Bresse (France), demeurant F-69004 Lyon (France), rue Lemot, 11,

tous ici représentés par Maître Benoit CAILLAUD, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de cinq procurations données à Lyon (France) le 28 novembre 2008.

Lesdites procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire des comparants, et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit-est, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- qu'ils sont les seuls associés de la société "IM GROUP S.à r.l.", société à responsabilité limitée au capital social de € 849.575,- constituée suivant acte de Me Paul FRIEDERS, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 janvier 2007, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 618 du 16 avril 2007.

- qu'ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés décident de réduire le capital social à concurrence de CENT SOIXANTE-NEUF MILLE NEUF CENT QUINZE EUROS (EUR 169.915) pour le ramener de son montant actuel de HUIT CENT QUARANTE NEUF MILLE CINQ CENT SOIXANTE QUINZE EUROS (EUR 849.575) à un montant de SIX CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE SIX CENT SOIXANTE EUROS (EUR 679.660) par annulation de MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX-NEUF (1.999) parts sociales détenues par Monsieur Fabien GRASSET, prénommé, et remboursement à Monsieur Fabien GRASSET, prénommé de la somme de CENT SOIXANTE-NEUF MILLE NEUF CENT QUINZE EUROS (EUR 169.915).

Le paiement ne pourra s'effectuer par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Deuxième résolution

Les associés décident de modifier l'article 6 des statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à SIX CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE SIX CENT SOIXANTE EUROS (EUR 679.660) représenté par SEPT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SEIZE (7.996) parts sociales d'une valeur nominale de QUATRE-VINGT-CINQ EUROS (EUR 85) chacune."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ MILLE DEUX CENTS EUROS (EUR 1.2 00).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: B.CAILLAUD, G.LECUI.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 décembre 2008, LAC/2008/49769. Reçu: douze euros (12.- €)

Le Receveur (signé): F.SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 décembre 2008.

Gérard LECUI.

Référence de publication: 2009002051/220/56.

(080191504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Brack Ser Real Estate (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 90.795.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15/12/2008.

Bart Zech.

Référence de publication: 2009001591/724/13.

Enregistré à Luxembourg, le 22 décembre 2008, réf. LSO-CX09184. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Chester Opportunity 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 94.617.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2008.

Pour CHESTER OPPORTUNITY 2 S.A.R.L. (EN LIQUIDATION)

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A. - S G G

412F, route d'Esch

L-2086 LUXEMBOURG

Un mandataire

Signatures

Référence de publication: 2009001622/1005/19.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2008, réf. LSO-CX08503. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Insinger de Beaufort Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 98.231.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009001625/631/15.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07626. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080190122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Wallaby Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 143.664.

STATUTS

L'an deux mille huit, le onze décembre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Gemot KOS, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'il déclare constituer par les présentes et dont il a arrêté les statuts comme suit:

I. Nom, Durée, Objet, Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de "Wallaby Participations S.A.", laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société peut acquérir, grever d'hypothèques, détenir, gérer, mettre en valeur et aliéner des immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

La Société peut acquérir, mettre en valeur, accorder et aliéner des brevets, droits concernant des brevets, griffes, marques de fabrique, droits sur les marques, licences et autre droits sur des biens immatériels.

La Société pourra également effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 3^{ème} mercredi du mois de mai à 10.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces Statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des Statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2009.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2010.
3. Exceptionnellement, le premier président et le premier délégué du conseil d'administration peuvent être nommés par la première assemblée générale des actionnaires.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cent (100) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique Monsieur Gemot KOS, préqualifié, et libérées entièrement par le souscripteur prédit moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi de 1915, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

Le comparant pré-mentionné, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

1. Le siège social est établi à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

2. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).

3. Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur Gemot KOS, expert-comptable, né à Eisenstadt, (Autriche), le 23 janvier 1970, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg;

b) Monsieur Thierry HELLERS, expert-comptable, né à Luxembourg, le 13 septembre 1968, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg;

c) La société anonyme "G.T. Fiduciaires S.A.", établie et ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 121820.

4. Conformément à l'article 51 bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, Monsieur Gemot KOS, préqualifié, est nommé représentant permanent de l'administratrice mentionnée ci-avant suc c).

5. La société à responsabilité limitée "Fiduciaire Hellers, Kos & Associés S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 121917, est appelée à la fonction de commissaire aux comptes.

6. Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014.

7. Faisant usage de la faculté offerte par le point 3) des dispositions transitoires, l'assemblée nomme Monsieur Gemot KOS, préqualifié, à la fonction de président du conseil d'administration.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille cinq cent cinquante euros.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: KOS; J. SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 18 décembre 2008. Relation GRE/2008/5084. Reçu cent cinquante cinq euros 31.000 à 0,50 % = 155 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Junglinster, le 24 décembre 2008.

Jean SECKLER.

Référence de publication: 2009001846/231/232.

(080191424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

@ LE BUREAU EUROPE S.A., en abrégé @ L.B., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 121.281.

L'an deux mille huit, le dix-neuf novembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme @ LE BUREAU EUROPE S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, alors de résidence à Mersch, en date du 18 octobre 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2343 du 15 décembre 2006.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Karine ARROYO, employée privée, demeurant professionnellement à L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange,

qui désigne comme secrétaire Madame Nora BRAHIMI, employée privée, demeurant professionnellement à L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Françoise Maze, employée privée, demeurant professionnellement à L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que, le cas échéant, les procurations des actionnaires représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions, représentant l'intégralité du capital souscrit, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Changement de la dénomination de la société @ LE BUREAU EUROPE S.A. avec ajout de la mention «en abrégé @ L.B.» soit «@ LE BUREAU EUROPE S.A., en abrégé @ L.B.»
2. Démission de Monsieur Xavier Buck de son poste d'administrateur.
3. Nomination y consécutive de Monsieur Gilles Sagne, demeurant à 18, avenue Pasteur, F-78500 Sartrouville.
4. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société @ LE BUREAU EUROPE S.A. avec ajout de la mention «en abrégé @ L.B.» soit «@ LE BUREAU EUROPE S.A., en abrégé @ L.B.» de sorte que le premier de l'article 1^{er} des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Il est formé une société anonyme sous la dénomination «@ LE BUREAU EUROPE S.A., en abrégé @ L.B.»»

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Xavier Buck de son mandat d'administrateur et lui accorde pleine et entière décharge en ce qui concerne l'exercice de son mandat jusqu'à ce jour.

Troisième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée décide de nommer un nouvel administrateur dont le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'année 2012:

Monsieur Gilles Sagne, demeurant à 18, avenue Pasteur, F-78500 Sartrouville.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: K. ARROYO, N. BRAHIMI, F. MAZE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 novembre 2008. Relation: LAC/2008/46981. Reçu douze euros (12€)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial.

Luxembourg, le 16 décembre 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009002101/242/57.

(080190964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 décembre 2008.

Cofitex, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 10.475.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 9 décembre 2008

Conseil d'Administration

L'assemblée générale a décidé de renouveler le mandat des administrateurs pour une durée de 6 ans. Suite à cette décision le Conseil d'Administration en fonction jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2014 est composé comme suit:

- MANGEN Fons, Réviseur d'Entreprises, 147, rue de Warken, L-9088 Ettelbruck
- REUTER-BONERT Carine, Employée Privée, 5, rue des Champs, L-3332 Fennange
- ANTOINE Jean-Hugues, Comptable, 7, rue de la Sartelle, B-6810 Izel

Commissaire aux Comptes

L'assemblée générale accepte la démission de son mandat de Commissaire aux Comptes de la société de M. MAQUA Dominique et décide de nommer la société RAMLUX S.A. en son remplacement pour une durée de 6 ans. Suite à cette décision le Commissaire aux Comptes en fonction jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de 2014 est RAMLUX S.A., 9B, bd Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme
Fons MANGEN
Administrateur

Référence de publication: 2009000445/750/24.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07676. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189928) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.

D.W.L. Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9650 Esch-sur-Sûre, 3, rue du Moulin.

R.C.S. Luxembourg B 98.646.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Diekirch.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 24 décembre 2008.

Signature.

Référence de publication: 2009001341/591/12.

Enregistré à Diekirch, le 23 décembre 2008, réf. DSO-CX00446. - Reçu 22,0 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(080190409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2008.

Athamas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 136.279.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 15 octobre 2008

Conseil d'Administration

L'assemblée générale a décidé de renouveler le mandat des administrateurs pour une durée de trois ans. Suite à cette décision le Conseil d'Administration en fonction jusqu'à l'assemblée générale de 2011 est composé comme suit:

- DE MEVIUS Thomas, Investment Manager, 17 rue du Village, B-1380 Lasne, Président
- BROUHNS Ivan-Serge, Avocat, 1-4 rue Général Mac Arthur, B-1180 Bruxelles
- DE WAEN Thomas, Financier en capital à risque, 16F Warrington Crescent, GB-London W9 1EL
- LAHAME Hady, Gestionnaire de hedge fund, 32 rue de l'Assomption, F-75016 Paris
- MANGEN Fons, Réviseur d'Entreprises, 147, rue de Warken, L-9088 Ettelbruck
- QUEGUINEUR Fabrice, Gestionnaire, 11, rue Marguerite de Busbach, L-1269 Luxembourg
- VINCKE Jean-François, Gestionnaire, 1, rue Rouge, B-1180 Uccle

Réviseur d'Entreprises

L'assemblée générale décide de renouveler le mandat du Réviseur d'Entreprises pour une durée de trois ans. Suite à cette décision le Réviseur d'Entreprises en fonction jusqu'à l'assemblée générale de 2011 est composé comme suit:

- PRICEWATERHOUSECOOPERS, 400 route d'Esch, L-1014 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme
Fons MANGEN
Administrateur

Référence de publication: 2009000447/750/27.

Enregistré à Luxembourg, le 18 décembre 2008, réf. LSO-CX07677. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080189923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2008.
